

# LE MARXISTE - LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML  
GROUPE POUR LA FONDATION DE  
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTE-LÉNINISTE

Mensuel: MAI 1980

No 41

Prix: 4 Francs

=

## LA «LONGUE MARCHÉ» DU COMMUNISME



Une vue de la manifestation du 22 Mars pour la libération de Bouaziz (Photo U.C.F.M.L.).

**Le P.C.F. - L'unité français-immigrés  
Permanence Anti Expulsion  
Bouaziz - Plogoff - Tchad  
La guerre nucléaire ? - Sartre**

# EDITORIAL

Quand nous pensons à ceux qui ne sont pas organisés, qui récusent la lumière du marxisme vivant; qui s'enferment dans la logique de l'individu: nous pensons que, pour eux, le monde doit être bien sombre, et les perspectives dépourvues de tout attrait.

Le parlementarisme s'enfonce dans le borbier - quasiment américain - des «affaires», des coups de Jarnac, des cliques à ragots. Le syndicalisme, coupé en deux par la lutte des deux bourgeoisies, C.F.D.T. avec Rocard (de l'ancienne bourgeoisie), C.G.T. avec Marchais (de la nouvelle), défile, le 1er Mai, dans deux directions contraires: un symbole ! Les superpuissances, plus que jamais, préparent la guerre: menaces de Carter contre la révolution nationale en Iran, guerre d'extermination de Brejnev en Afghanistan. L'impérialisme français, toujours en train de louvoyer péniblement, soutient, dans son petit domaine, les pires forfaits contre les peuples: pendaisons en Tunisie, massacres d'étudiants au Mali, guerre civile contre-révolutionnaire au Tchad... Le dernier grand écrivain français de la générosité progressiste, Sartre, vient de mourir.

Mais tout cela doit être vu comme la fin pénible du vieux monde, celui qui s'était façonné après la deuxième guerre mondiale. Il faut désormais plonger dans l'avenir, avec d'autres repères, d'autres concepts, d'autres actions.

Le monde est aussi neuf et prometteur qu'il est vieux et confus. Cela marche ensemble.

Pour être maître de cette division, la règle est de manier à la fois le bilan de l'expérience, et la saisie du nouveau, dans sa trace, dans son surgissement parfois presque invisible.

Bilan de l'expérience: nous le faisons sur un point d'extrême importance, celui de l'unité français-immigrés. Et de deux façons: un examen systématique des faits de la dernière année; un interview des anti-racistes organisés, les Permanences Anti-Expulsion.

Saisie du nouveau: Le Marxiste-Léniniste ouvre une rubrique «reportages», où nous donnons toute sa place à la connaissance sensible. C'est des femmes de Plogoff que nous parlons. En même temps, nous tentons de saisir, et de projeter vers l'avenir, les débats d'actualité dans les masses: que pensent, au vrai, les gens; du P.C.F., et de l'Afghanistan, et de la guerre ?

A l'arrière de tout cela, l'étude, dense et neuve, des grandes structures étatiques (ici, les questions militaires en France et en Europe) comme de l'histoire du prolétariat et du marxisme.

Que tout cela puisse converger dans des actions victorieuses, rigoureusement détachées, dans leur logique, de toute la catastrophe ambiante, voilà qui fait preuve pour l'avenir ! Mohamed Bouaziz a été libéré; et qui a vu la manifestation pour sa libération traverser Gennevilliers savait que, là, se tient une nouveauté claire, pressante, un courage inconnu.

C'est dans le dégagement d'une avant-garde, dans le processus du parti de type nouveau, que chacun peut, du sein de la sombre Histoire du moment, assurer la prise de sa propre vie.

## DEBATS

### **L'OPINION, L'AFGHANISTAN ET LE P.C.F** **( suite )**

On a vu la dernière fois que les réactions anti-PCF à propos de l'Afghanistan restaient superficielles. Il s'agit de savoir pourquoi.

Les formes de conscience, chez nous, sur la guerre et les superpuissances, ne vont pas bien loin. Il y a maintenant une inquiétude de masse. La guerre, on en parle à la télé, on en parle dans les conversations de bistrot. Quelle guerre ? Ce n'est déjà pas si clair. En tout cas, pas la nôtre ! Le courant dominant, nous l'avons dit, est pacifiste et peureux. La guerre est vue comme une menace objective, et l'idée est de voir si on peut se garer des coups.

Les deux grandes forces bourgeoises : Giscard-Barre-Rocard (bourgeoisie classique) et Marchais-Chevènement (nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat) se disputent la direction de ce même courant, pacifiste et capitulard.

L'existence de ce courant se comprend fort bien : la France est un pays impérialiste secondaire:

- Pas assez puissant pour déclencher la guerre mondiale, pas même pour espérer en tirer profit. La guerre sera celle des géants (URSS et Etats Unis). Il n'y a pas de base en France pour la fleur au fusil du nationalisme bourgeois.

- Trop lié au pillage impérialiste, source de «prospérité», pour vouloir se lier au Tiers Monde et s'opposer à la guerre au nom de l'indépendance nationale des peuples. Il n'y

a pas encore grand espace en France pour le patriotisme prolétarien — c'est-à-dire aussi pour l'Internationalisme.

La grande masse des gens voudrait bien :

- continuer à vivre comme avant (donc, profiter de l'impérialisme)

- ne pas faire la guerre

- n'être complètement à la botte, ni des russes, ni des américains.

La quadrature du cercle !

#### **Des images floues et irrationnelles**

Giscard-Barre, et le candidat Rocard, avec des nuances, promettent le statu-quo. Ils caressent ainsi l'opinion moyenne dans le sens du poil. Dans un monde de plus en plus chaotique et sanglant, ils vantent les charmes tranquilles de l'Europe. Ils n'évoquent le vacarme extérieur que pour expliquer pourquoi il faut se serrer, juste peu la ceinture.

Pour arriver à cela, il faut donner une image floue des grandes forces mondiales. Il faut faire campagne sur l'



AFGHANISTAN: les masses populaires d'Afghanistan attaquent la prison de Kaboul.

idée : «les contradictions sont graves, mais pas si graves». Et : «les méchants, il y en a, mais je ne sais pas très bien qui c'est».

Voyez le Tiers-Monde. D'un côté, la presse de droite fait un tapage terrible contre les Ayatollahs fanatiques, les émirs qui nous achètent, les khmers rouges atroces, Kadhafi la subversion etc... Pillage oblige ! Il faut bien soutenir l'idée de la supériorité de l'occident face à tous ces sauvages sous-développés.

D'un autre côté, Giscard reconnaît les palestiniens, flatte les émirs, reçoit en grande pompe toutes sortes de fantoches, ménage le régime iranien etc... Petitesse oblige : La France n'a les moyens de la canonnière que dans quelques pays d'Afrique. Ailleurs, on dispute durement la place à tous les autres, allemands, américains, japonais, russes, anglais ...

D'où une image du Tiers-Monde à la fois dangereuse et gonflée, obscure, irrationnelle. Reflet réactionnaire d'une politique obligatoirement tortueuse.

Voyez les russes : d'un côté, la presse anti-communiste de toujours dénonce à qui mieux mieux la barbarie «marxiste», les envahisseurs de l'Afghanistan, le «socialisme des blindés». Rocard lui-même monte sur ses petits ergots, pour prêcher la «fermeté», et Maire, son syndicaliste recentré, vitupère le totalitarisme. Ça, c'est l'aspect idéologique de la question : faire croire aux gens que le marxisme, c'est Brejnev (lequel en vérité n'est pas plus marxiste que Carter soi-même ; pas plus marxiste que Napoléon ou Salazar).

Mais, dans les faits, prudence ! Les russes sont gros, et proches. Ils tiennent en Europe des gages considérables : une moitié de l'Allemagne, par exemple. Ils proposent des débouchés non négligeables.

D'où une image de la Russie confuse et mélodramatique, mélange de fascination pour la puissance et l'ordre, de confiture idéologique, de droits de l'homme bafoués et de vieux chefs gâteaux, mais «responsables»

Voyez les Etats-Unis : d'accord, c'est notre «allié traditionnel» depuis la guerre de 14-18 au moins. On a les mêmes «valeurs» (le parlement, le syndicat, l'université et le tourisme). Mais il ne faut pas qu'ils «exagèrent», les américains ! Si on peut leur rafler les zones d'influence où les peuples les jettent dehors, eh bien, ça sera toujours ça de conservé pour l'occident. Le pétrole, l'uranium, le cacao et les contrats, il en faut pour nous aussi. On ne va pas payer leurs pots cassés.

D'où une image de l'Amérique tiraillée, pleine de ressentiment et d'allégeance mêlés, où la flagornerie succède constamment à la dérision, voire à l'injure (Poniatovski : «Carter est un crétin»). Comprenons que Giscard est le phare du monde libre. Si c'est le Phare d'une mare à grenouilles, au moins, c'est bien-de-chez-nous)

## Le PCF, pêcheur des eaux sales de la vision syndicaliste du monde

Voilà donc une opinion immergée dans le demi-jour crasseux qui éclaire la politique des impérialismes de seconde zone. C'est le «juste milieu» de Giscard : ni juste (mais la plus grande injustice, celle de l'exploitation et du mensonge officiel) ni milieu (sinon celui des escrocs d'Etat)

Le PCF ajoute aux ténèbres, parce qu'il en touche le fond.

Quel est le fond de ce pacifisme peureux, qui se rassure en ne voyant clair sur rien ? Quel intérêt dispose les gens à se leurrer sur les forces à l'œuvre dans le monde ?

Cet intérêt est tout entier concentré dans la vision syndicaliste du monde. Cela c'est, dans le peuple au sens le plus large, la part des ténèbres, celle qui est en collusion complète avec l'impérialisme français. C'est ce qui fait voir les événements à travers :

1. L'idée de la conservation des privilèges, si minces soient-ils (celui de l'OP français sur l'OS immigré, celui du technicien sur l'OP, celui de l'intellectuel sur le manuel, de l'homme des villes sur les ruraux, du parisien sur les bretons etc...)

2. L'idée de «l'amélioration», de la revendication, qui est la consolidation de la précédente, sa version hargneuse — ou plaintive —, qui attend tout de l'Etat.

Tout ceci est soutenu par les rapports sociaux existants, leurs inégalités la profonde division du peuple ; par l'écart, encore colossal, qui existe entre la vie dans les métropoles impérialistes et celle qui règne ailleurs ; par cette mort politique du peuple qu'est le parlementarisme, et cette mort sociale qu'est le syndicalisme.



L'essence de la vision syndicale du monde, c'est la division du peuple, sa fragmentation corporative, le réseau infini, et dispersif, des «avantages», des catégories, des revendications, des hiérarchies. C'est une farouche volonté conservatrice et défensive. C'est, au bout du compte, le culte de l'Etat, même et surtout, quand il est en apparence moqué ou vitupéré. Car c'est de lui qu'on attend la prébende, la garantie statutaire, l'arbitrage souverain.

La vision syndicaliste du monde est l'exact envers du processus communiste. Elle est, au sein du peuple et de la classe, son obstacle.

Elle est égoïste, même quand elle est unanime. Elle est conservatrice, même quand elle est violente. Elle colle à l'impérialisme, même dans «les luttes».

Or, le PCF est chez nous le grand garant de la conception syndicaliste du monde. C'est lui qui — depuis toujours — en fait une valeur politique. C'est lui qui pousse à son comble la logique d'Etat sous-jacente à cette conception. Qu'est-ce que feu le «programme commun» sinon la syndicalisation de l'Etat tout entier ?

Or, la vision syndicaliste du monde exige la confusion et la capitulation sur la question de l'indépendance nationale. Si la défense de mon statut, de mes privilèges immédiats, de ma zone de vie restreinte, si l'esprit de la revendication, me dominant de toutes parts, que vais-je gagner (et que vais-je, s'il le faut, sacrifier) dans un combat d'ensemble visant à arracher le pays à son enfoncement impérialiste, et à compter sur ses forces internes pour bouleverser les rapports sociaux existants ?



Le PCF peut donc à la fois :

- promettre la poursuite indéfinie du cycle revendicatif syndicaliste, et même la syndicalisation de l'Etat (Séguy au ministère du travail)

- Faire miroiter les bienfaits de l'alliance russe, et chercher à désarmer l'Europe (croisade, d'abord contre l'arme nucléaire nationale, puis contre les missiles américains)

Il avait déjà capitulé sur la question nationale entre 1939 et 1941, cherchant seulement à se faire reconnaître, y compris au besoin par les nazis, dans son rôle éternel : monopole politique (d'Etat) de la vision syndicaliste du monde au sein du peuple.

L'impasse ? Nullement

Si toutes les forces politiques ont intérêt, au bout

du compte, à protéger (relativement) le PCF, c'est que la maintenance de la division du peuple est décisive pour tous les bourgeois. Et que, là-dedans, la vision syndicaliste du monde joue un rôle clef. Historiquement, il se trouve que l'allégeance massive du peuple à son petit impérialisme national — jusques et y compris dans la capitulation — passe par le PCF, garant constitué du syndicalisme dans sa dignité politique.

Il n'est donc pas étonnant que nous, maoïstes, fassions scandale aux yeux de toutes les autres politiques par notre antagonisme au PCF et au syndicalisme «Hic Rhodus, hic salta»

Est-ce à dire que les formes de conscience populaires, bétonnées par la vision syndicaliste, sont inorganisa- bles pour le communisme ?

Que non pas. Le peuple excède ce qui le constitue. On le verra la prochaine fois : ce qu'il faut savoir faire, pour organiser l'avant-garde, c'est travailler à partir des contradictions des formes de conscience pour les transformer.

Chercher des maoïstes tout faits, c'est l'impasse. Cette conception en miroir de l'enquête («ils étaient d'accord») ne vaut rien.

Ils ne sont sûrement pas d'accord avec nous, les gens. Ça se saurait. Mais la contradiction les travaille aussi, et se développe, qui oppose la volonté d'unité du peuple — donc le processus du Parti communiste de type nouveau — à sa division structurée par l'Etat impérialiste et par le PCF.

## QUI FAIT QUOI POUR L'UNITE FRANÇAIS-IMMIGRES ?

1

### FAIRE LE BILAN DE L'EXPERIENCE.

Voici un an que l'Etat a lancé sa plus grande attaque contre les ouvriers immigrés: lois racistes Barre-Bonnet-Stoléro, expulsions en masse des grévistes dans les foyers en lutte; arrestations, contrôles, attentats.

Dans toute cette période, il y a eu une résistance, il y a eu une unité français-immigrés.

La loi Bonnet n'a pu passer complètement. La loi Stoléro n'a pas encore été discutée au parlement. Il y a encore des grévistes dans les foyers; M. Bouaziz a été libéré, etc...

Cependant, tout n'est pas bon, loin de là. Encore aujourd'hui, des foyers tombent devant les attaques. Soit les attaques du P.C.F. (Bagnolet); soit les attaques de la police (Vitry). Les lois ne sont pas abandonnées. Des ouvriers immigrés retournent, découragés, dans leurs pays.

Beaucoup de gens qui étaient dans la lutte se demandent: où en est-on exactement ? Qu'est devenue notre force ?

Beaucoup se demandent aussi: pourquoi y-a-t-il aujourd'hui des divisions, pourquoi y-a-t-il des calomnies ?

Il nous faut aujourd'hui la vérité. La vérité sur le mouvement des foyers, la vérité sur ce qui se passe, la vérité pour refaire nos forces.

C'est le moment d'un bilan, discuté partout.

Il y a eu un grand mouvement pour l'unité français-immigrés, pour l'égalité des droits, entre 75 et 79.

La lutte des foyers, avec le Comité de Coordination, a été, dans les masses, le point fort de ce mouvement.

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L. étaient là depuis le dé-

but. Ils ont aidé la création du Comité de Coordination. Sur la base des idées des camarades des foyers qui avaient commencé la grève, nous avons aidé à la mise en place de la plate-forme du Comité de Coordination. Ce sont des faits. Quand on les nie, on ment.

Le Comité de Coordination est devenu une organisation de lutte tout à fait indépendante de tous les partis (y compris nous) et syndicats: c'était excellent ! Dans l'idée que nous avons du Parti maoïste, il est juste, il est souhaitable, que quand il y a un grand mouvement de masse, il ait sa propre direction.

A cette époque, il y avait 2 forces, indépendantes l'une par rapport à l'autre, mais qui travaillaient ensemble, pour toutes les actions:

-1) le mouvement des foyers, avec sa direction de lutte, les Comités de Résidents et le Comité de Coordination. Avec lui, il y avait des comités de soutien, et des organisations qui marchaient derrière plus ou moins.

-2) l'U.C.F.M.L. et les Comités Populaires Anti-Capitalistes, qui travaillent pour un parti unique de toutes les nationalités dans la classe ouvrière.

A partir de 1976/77, il y a eu une troisième force, qui avait aussi son propre travail indépendant; mais qui a su marcher avec les 2 autres: le mouvement organisé des anti-racistes vrais, le mouvement des Permanences Anti-Expulsion.

Nous disons qu'à partir du printemps de 1979, face aux grandes attaques de l'Etat et du P.C.F., des gens, dans le Comité de Coordination, dans certaines organisations de travailleurs immigrés, dans le soutien, ont perdu la tête. Ils ont tout fait pour diviser le mouvement et finalement pour le liquider.



Le 16 Juin 1979, unité français-immigrés. (Photo U.C.F.M.L.).

Ces gens voulaient trouver de nouveaux alliés, notamment du côté des syndicats. C'est tout à fait juste. Notre position là-dessus est claire et nette: quand quelqu'un se rallie au mouvement, à sa plate-forme, à sa direction, à ses mots d'ordre, on est plus fort.

Nous avons nous-mêmes considéré comme une victoire de la force du mouvement le ralliement de la C.F.D.T. aux manifestations à Barbès de 1976 et 1977.

Mais, sous prétexte de «nouveaux alliés», les gens dont nous parlons, en 1978 et surtout 1979, ont fait tout autre chose: c'est EUX qui ont, petit à petit, accepté la politique et les buts des forces qui cherchaient à entrer dans le mouvement (après l'avoir attaqué pendant 4 ans).

Ce sont les «alliés» qui dictaient leur loi à ces gens. Et comme les maoïstes et les anti-racistes organisés défendaient le mouvement, son indépendance, comme ils défendaient tout ce qui avait fait la force du Comité de Coordination entre 1975 et 1978, alors ces gens, dansant sur la musique des «alliés» de la dernière heure - en particulier le syndicat C.F.D.T. - ont voulu exclure les maoïstes, exclure les anti-racistes organisés.

Leur politique a été mauvaise. Elle n'a pas permis de conserver le maximum de forces face aux ennemis.

Pour bien comprendre, il faut à notre avis examiner cinq moments très importants de l'action.

## 2

### LA MOBILISATION DE MAI-JUIN 1979.

Dès le mois d'Avril 79, l'U.C.F.M.L. lance l'idée d'une manifestation contre les lois Bonnet-Stoléro, qui doivent être examinées au parlement. Son appel est le plus large qui soit, le plus ouvert. Des discussions prolongées ont lieu avec des camarades du Comité de Coordination. Finalement, le C.C. n'appelle pas directement, estimant, dit-il, que la situation sur les foyers (procès, expulsion...) exige toute son attention. Mais il autorise des affiches dans les foyers.

Sur les forces de l'U.C.F.M.L., de l'O.C.F.M.L., des

P.A.E., des C.P.A.C., de l'U.N.E.E.C.I. et de l'A.G.E.G., la manifestation du 16 Juin est un succès de masse de l'unité français-immigrés: le seul de la période.

Nous apprendrons par la suite que, pendant tout ce temps, et sans nous avertir, des camarades du C.C. sont en pourparlers avec la C.F.D.T. pour une manifestation contre les lois.

Que le C.C. discute avec la C.F.D.T., c'est très bien ! Mais pourquoi faire cela dans la division ? Pourquoi opposer cette discussion à l'initiative qui existe déjà ? Et pourquoi dire à l'U.C.F.M.L., qui fait quelque chose: «on ne peut pas manifester», et à la C.F.D.T., qui ne fait rien: «on voudrait bien manifester avec vous» ?

Les pourparlers avec la C.F.D.T. échouent.

Ainsi se met en place le dispositif de division et de faiblesse qui va courir dans toute la suite des événements:

-a) Sous prétexte de «rallier la classe ouvrière française», on constitue les syndicats, et en particulier le secteur dit «gauchiste» de la C.F.D.T., en interlocuteur privilégiés. Les groupuscules «marxistes-léninistes» (P.C.M.L., P.C.R.M.L., O.C.M.L....), qui, depuis 15 ans, «noyautent» les syndicats, servent de courtiers dans ces tractations.

-b) Pour faire plaisir d'avance à ces interlocuteurs syndicalistes timides, à qui en réalité l'unité de classe directe français-immigrés fait peur, on exclut l'U.C.F.M.L. On finit aussi par exclure toute l'orientation d'autonomie de masse pour l'unité français-immigrés soutenue depuis 4 ans.

-c) Malgré ces divisions et ces capitulations, on n'obtient rien du tout.

-d) Ne reste que la division et l'inaction. A l'exception des initiatives auxquelles l'U.C.F.M.L. s'efforce de rallier.

La chose fait de surcroît boule de neige: le 16 Juin à Barbès, l'U.C.F.M.L. et les autres organisations montrent dans la rue, portés par l'élan d'unité, une force réelle. La C.F.D.T. et ses sicaires ont encore plus peur ! Il faudra donc, si on veut mendier son appui, exclure plus nettement encore les maoïstes, diviser plus profondément le mouvement. Et ainsi de suite.

### 3 GARGES.

L'unité d'action a prévalu à Garges dans la période qui va de l'expulsion des résidents à la marche du 1er Juillet, de Saint-Denis à Garges, marche à laquelle appelaient l'U.C.F.M.L., les P.A.E., l'O.C.F.M.L., et des morceaux de P.C.M.L., de P.C.R.M.L. et de L.O. Elle a prévalu, malgré les tensions internes, parce que la situation concrète, face aux flics et face aux provocations de la mairie, ne laissait au départ que l'issue de la résistance et de l'indépendance politique. L'U.C.F.M.L., qui ne prétend pas diriger le mouvement, a été AU SERVICE de cette unité de façon très active, et dès le premier soir.

Cette unité a été brisée du seul fait de certains membres du Comité de Coordination.

Le 1er Juillet, mille personnes arrivent dans l'enthousiasme à Garges après la «longue marche» depuis Saint-Denis. On n'a rien vu (et on ne verra) rien de tel sur le camp. Ces manifestants scandent longuement «vive le C.C.», car ils ont pleinement conscience de son rôle éminent et dirigeant depuis plusieurs années.

Le membre du C.C. qui prend la parole ne salue même pas les manifestants; avec un mépris scandaleux des gens qui sont là, il annonce «pour plus tard» le «véritable» soutien.

Le «collectif de Garges», qui se crée ensuite, exclut délibérément toutes les forces qui ont organisé, et la manifestation du 16 Juin à Barbès, et les manifestations à Garges fin Juin, et la marche du 1er Juillet. Bref, toutes celles qui ont pratiqué un travail de masse véritable.

Nous disons alors - oralement, par lettres, de toutes les façons: que ceux qui veulent se concerter se concertent, c'est normal ! Mais que les initiatives soient discutées et appelées PAR TOUS, qu'il s'agisse d'associations, de groupes politiques, de comités, de syndicats, autour du C.C., comme cela s'est toujours fait dans le passé. Sinon, on casse en deux le mouvement, et on l'affaiblit.

Nous disons aussi: SUR QUOI êtes-vous en désaccord avec nous ? Dites-le clairement. Est-ce sur l'égalité des droits ? Sur la plate-forme du Comité de Coordination ? Sur les expulsions ? Sur la régularisation des sans-papiers ? Sur quoi ?

Rien à faire. Aucun désaccord ne nous est indiqué.

Dans la coulisse, des gens disent: «on ne peut pas travailler avec l'U.C.F.M.L., ils sont contre les syndicats».

Camarades, nous avons une très longue habitude de travailler avec des gens qui ne sont pas d'accord sur tout avec nous. En 1976, en 1977, nous avons manifesté, derrière le C.C., avec des syndicalistes, des trotskystes, etc... Pouvez-vous citer UN SEUL CAS où nous n'avons pas appliqué les accords ? Et très positivement ? Allons donc ! La vérité, c'est que ce sont LES AUTRES (la C.F.D.T.) qui ne veulent pas travailler dans l'unité, et qui ne respectent pas les accords. Et que vous vous inclinez platement devant ces exclusives politiques.

Le rassemblement du 29 Septembre à Garges REALISE la division du mouvement. Ses auteurs le voient eux-mêmes comme un demi-échec. Ils cherchent des explications bizarres, mais une seule est bonne: il ne fallait pas jeter d'exclusive. Il fallait rassembler tous ceux qui étaient d'accord sur une plate-forme. Il fallait multiplier les énergies militantes REELLES, et non pas les décourager et les mépriser.

A moins que votre exclusive cache un but politique précis: rallier A TOUT PRIX les bonnes vieilles organisations «classiques» (les syndicats, et, derrière eux, les partis PS ou P.C.F.). Mais on peut prévoir ce qui arrivera: vous paierez le prix le plus fort, et vous n'aurez rien en échange. Si ces forces ne vous ont pas soutenu, et vous ont même attaqué de façon odieuse quand vous étiez forts (de 1975 à 1978), pourquoi vous rallieraient-elles quand vous êtes plus faibles, plus attaqués (de 1978 à aujourd'hui) ? N'est-ce pas plutôt VOUS qui avez en tête de passer dans leur camp ? Mais pour cela, il vous faudra liquider la lutte, liquider le Comi-

té de Coordination, liquider l'égalité des droits. Vous boirez la coupe jusqu'à la lie. On le voit déjà le 29: sous prétexte de se mobiliser contre les lois, rien n'est dit, ni préparé, en ce qui concerne la lutte des foyers. Cela annonce une sombre automne.

### 4 L'ORIENTATION DE NOVEMBRE 1979.

En Novembre 1979, le C.C. fait connaître une nouvelle orientation tactique. Toujours fidèle à sa plate-forme, il propose de faire le bilan des fortes attaques de l'ennemi. Il constate que la résistance de Garges n'a pu empêcher la chute d'autres foyers, et en particulier d'un bastion de la grève, Nanterre-2-tours. Il s'agit de préserver l'essentiel: l'organisation en Comités de Résidents et en Comité de Coordination, les libertés dans le foyer, la fin de la dictature des gérants, des loyers tolérables, le paiement très étalé, ou réduit, des arriérés... Que chaque foyer discute des points essentiels, et négocie avec la Sonacotra, avec l'appui centralisé du C.C.

Cette orientation tactique est juste. C'est le bon sens. Nous la soutenons à fond, avec nos forces comme elles sont.

Mais nous pensons (et nous l'écrivons longuement au C.C.) qu'il faut en faire un usage offensif, à l'intérieur des foyers et à l'extérieur. Il faut faire partout des assemblées générales, des rassemblements. Il faut unir le maximum de gens pour imposer les négociations. Il faut prévoir une véritable campagne nationale. Sinon, livrés à l'isolement, en l'absence d'initiative, les foyers vont être divisés. En particulier par le P.C.F., qui attaque avec les mairies et la C.G.T., et qui veut imposer la capitulation, et la dictature des gens qui marchent avec lui.

En réalité, l'orientation sera sabotée, sauf dans quelques foyers où un Comité de Résidents énergique prend les choses en main. Le «collectif du 29» ne lèvera pas le petit doigt. Dans le C.C., certains camarades voudraient bien appliquer la ligne. Mais d'autres font un travail de sape, attaquant leur propre organisation de combat. Et ce sont ces gens-là qui nous traitent de diviseurs !

Une telle incurie mène droit au désastre. On parle de «lutter jusqu'au bout», mais la vérité, c'est que des foyers historiques, comme Bagnolet, tombent en une demi-heure.

Pendant ce temps, Jean Louis Hurst, de «Libération», lié au «collectif du 29», bat le tambour pour le seul et unique foyer de Hayange, où tout est dans les mains... des avocats (Bidalou, Vergès), et où on assiste à Strasbourg au spectacle lamentable des délégués, de membres du C.C., pendus au cou de députés belges, italiens de la pire pourriture bourgeoise en leur disant: «vous êtes notre dernier recours»!

Et notez bien que pendant 4 ans, «Libération» et J. L. Hurst n'ont quasiment rien dit de la lutte pour l'unité français-immigrés, pour les droits ! Mais quand on est tombé au plus bas, c'est 4 colonnes tous les jours ! N'est-ce pas la preuve que ces «alliés» de la dernière minute n'ont rien à voir avec la force autonome de masse des foyers, et tout à voir avec la politique-spectacle des avocats et des syndicats ?

Le sabotage, par les gens liés au «collectif du 29», de la ligne fixée en Novembre, est une véritable liquidation, un crime contre les masses des foyers.

Y-a-t-il une «compensation» politique à ce crime ? Pas la moindre: on le voit sur les lois racistes.

### 5 LA MANIFESTATION DU 1er DÉCEMBRE.

Depuis le 29 Septembre, le «collectif», qui prétend rassembler des forces, syndicales et autres, contre les lois racistes - c'est sa couverture pour saboter la lutte des foyers - n'a absolument rien fait. L'U.C.F.M.L., fin Octobre, appelle donc à discuter d'une initiative unifiée pour Novembre ou Décembre. Tout le monde, sans exclusive aucune, est convié. Au cours des discussions avec ceux qui répondent à l'appel, une plate-forme en 11 points sur les

droits des immigrés est proposée.

Cette plate-forme, nous l'appelons «Charte contre les lois Bonnet-Stoléro et pour les droits des immigrés». C'est un texte unique, qui rassemble tous les grands points des luttes démocratiques et révolutionnaires pour l'unité français-immigrés. Voici les 11 points:

- 1) Renouvellement sans condition des cartes de séjour et des cartes de travail !
- 2) Régularisation sans condition de tous les sans-papiers !
- 3) Aucune expulsion !
- 4) Droit absolu à l'immigration familiale !
- 5) Libre choix de la nationalité pour les jeunes immigrés vivant en France !
- 6) Liberté absolue pour les mariages mixtes !
- 7) Liberté complète d'association et d'organisation !
- 8) Pour les étudiants: non aux contrôles discriminatoires fondés sur l'argent et les enquêtes de police !
- 9) Non à la fermeture des frontières !
- 10) Droit de vivre et de travailler librement sur tout le territoire !
- 11) Droit à la santé pour tous les immigrés !

Comme toujours, personne, dans la suite, ne critiquera aucun point de cette plate-forme. Elle reste l'axe de tout notre travail: que chacun se prononce là-dessus, s'il veut nous attaquer !

Quoiqu'il en soit, nous retenons la date du 1er Décembre pour manifester sur cette plate-forme.

Vers le 10 Novembre, le «collectif du 29» se réveille. Va-t-il venir faire ses propres propositions, ou contre-propositions, dans un cadre unitaire ?

Pas du tout ! Le «Collectif» fait comme si rien n'existait, comme si la bonne idée d'une manifestation le 1er Décembre sortait toute armée de sa cervelle, et qu'il pouvait exclure qui bon lui semble.

Pratiquant le mensonge et le sectarisme, sans jamais discuter sur le fond (sur les 11 points, par exemple), le «collectif» - fort peu collectif, on le voit - ira jusqu'à ten-

ter le 1er Décembre de nous tenir par la force à 500 mètres d'une manifestation que nous appelions depuis plus d'un mois !

A cette occasion, la haine anti-maoïste du service d'ordre (des gens de groupuscules, pour la plupart) montre bien à qui on a affaire: des gens qui se foutent pas mal de la lutte de classes, de l'unité français-immigrés, des masses des foyers. Des gens qui n'ont qu'une idée en tête: faire triompher, par la manoeuvre ou par la violence, leur triste conception politique: mettre toutes les révoltes à la remorque des partis «de gauche» (P.C.F. ou P.S.) et des syndicats. Des gens qui savent que, pour briser ainsi toute autonomie politique de masse, il y a 2 obstacles: les gens révoltés et lucides d'une part, les maoïstes de l'autre. Des gens que la haine de ces obstacles aveugle, et rend idiots.

Le triste résultat de cette volonté acharnée de division, comme du sabotage de l'action dans les foyers, est que, malgré la signature du C.C., le cortège du «collectif du 29» dans la manifestation du 1er Décembre est pauvre, très pauvre, en camarades immigrés des foyers.

Le «collectif» a «gagné» quelques sections syndicales clairsemées. Mais il a perdu en route l'unité de masse français-immigrés. Il continue à boire la coupe jusqu'à la lie.

6

BOUAZIZ.

La lie, c'est l'affaire Bouaziz. Il s'agit d'un délégué du foyer du Port à Gennevilliers, membre du Comité de Coordination, militant exemplaire de l'unité français-immigrés.

Il est mis en prison en Septembre 1979, suite à une machination du gérant, de l'Etat, et de l'U.L.-C.G.T. (avec le P.C.F. derrière). C'est un coup de sonde de l'ennemi: car si rien n'est fait pour Bouaziz, on pourra attaquer et mettre en prison n'importe quel délégué des masses qui gère une caisse de grève !



Quelques nervis syndicalistes essaient d'interdire à l'U.C.F.M.L. la manifestation du 1er Décembre 1979, appelée dès Octobre par... l'U.C.F.M.L. (Photo de l'U.C.F.M.L.)

Nous avons attendu longtemps - trop longtemps - que le C.C. et le « collectif du 29 » fassent quelque chose pour défendre Bouaziz. Il nous paraissait incroyable que rien ne se passe. Et bien, il ne s'est rien passé, de ce côté-là !

Lorsqu'en Janvier 1980, nous avons soutenu l'idée d'un « Comité Bouaziz », nous avons demandé que TOUT soit fait pour rallier le C.C., le « collectif », toutes les forces qui se réclament de l'unité français-immigrés.

Silence ! Silence sur toute la ligne.

C'est le Comité, appuyé par l'U.C.F.M.L., les P.A.E., l'O.C.F.M.L., les C.P.A.C., le Groupe FOUDRE, des camarades Turcs, et une section C.F.D.T. pendant un moment (mais oui ! nous n'avons rien contre !) qui ont mobilisé, fait des pétitions, des rassemblements, et finalement la manifestation du 22 Mars, qui a traversé tout Gennevilliers jusqu'au foyer du Port.

10 jours plus tard, M. Bouaziz - en prison depuis 7 mois - était jugé en toute hâte, condamné à 3 mois (la « justice » ne veut pas complètement marcher contre la combine gérant-P.C.F.) et libéré aussitôt.

Donc, une victoire était possible. C'est capital aujourd'hui, de vaincre, de concentrer les forces sur un point, de rester mobilisés. C'est cela qui gardera la force acquise dans 5 ans de lutte.

En démissionnant sur ce point, les gens liés au « collectif du 29 » montrent que le combat pour l'unité français-immigrés ne les intéresse vraiment pas. Et qu'ils veulent absolument un bilan de défaite de la lutte des foyers.

M. Bouaziz n'avait en vue que l'intérêt des masses. Il a toujours travaillé avec tous ceux qui faisaient quelque chose pour l'unité français-immigrés - donc, aussi, avec l'U.C.F.M.L.. Est-ce CELA que les phraseurs du « collectif » veulent lui faire payer ? Cet homme en prison, était-ce le gage EN PLUS qu'il fallait payer pour obtenir les faveurs de messieurs les syndicalistes, de messieurs les gens du P.S. ou du P.C.F. ?

L'affaire Bouaziz tranche à notre avis sur un point: qui est, sur une base de classe, avec les masses et leurs dirigeants ? Qui veut l'unité ? Et qui fait passer D'ABORD les intérêts de sa haine politique contre l'U.C.F.M.L., et veut la division et l'exclusive ?

Tout un chacun peut et doit juger là-dessus.

### CONCLUSION.

L'U.C.F.M.L. a une tâche précise: soutenir l'édification du parti communiste de la classe ouvrière et du peuple. Elle rassemble une avant-garde, idéologique et pratique, contre la société impérialiste française; contre les deux cliques bourgeoises qui s'en disputent la direction: la clique Giscard-Barre-Rocard, et la clique Marchais.

Un parti communiste de type nouveau: c'est cela seul qui peut garantir l'unité politique du peuple. Sinon, on a les luttes et les révoltes, mais on a ensuite la retombée dans la division et l'impuissance.

Un tel parti doit se construire aussi dans les mouvements de masse. L'U.C.F.M.L., dans n'importe quelle situation, dit très clairement: « c'est nous, voilà nos idées, voilà ce que nous faisons ». Ce n'est pas une question de chapelle: c'est la garantie du caractère PROLONGÉ de notre action pour le Parti. C'est pour voir toujours plus loin qu'une lutte, à l'intérieur même de la lutte. Et pour que tous ceux qui voient plus loin apportent, chez nous, leur contribution au parti de type nouveau.

Cette tâche, l'U.C.F.M.L. la mène partout: usines, quartiers, foyers, jeunesse, campagne...

Dans cette tâche, l'unité français-immigrés est un objectif essentiel. Le nouveau Parti communiste sera obligatoirement celui d'un prolétariat de France qui est aujourd'hui international.

L'U.C.F.M.L. n'a jamais dit qu'elle faisait ELLE, l'unité de masse français-immigrés. Ce sont les masses qui font l'histoire. Nous avons dès le début, et tout du long, soutenu l'auto-organisation des camarades des foyers, soutenu le Comité de Coordination. L'indépendance politique du

C.C. était à nos yeux une excellente chose. Le C.C. était une DIRECTION DE LUTTE. Nous, nous travaillons pour le parti. Pour faire avancer le parti. Nous sommes dans le mouvement et nous respectons sa direction, si elle est indépendante des partis politiques bourgeois, si elle a de vrais objectifs de classe. Le parti de type nouveau ne prétend pas, ne prétendra jamais, se substituer aux masses. Il est, et sera, en dialectique vivante avec les organisations démocratiques révolutionnaires qui dirigent les luttes.

Quand il y a eu des contradictions entre nous et les camarades du C.C. (c'est normal; nous n'avons pas le même type de travail), nous les avons exposées franchement, dans un but d'unité.

La situation, aujourd'hui, est différente. D'une part, la ligne fixée par le Comité de Coordination n'est pas appliquée par certains membres du C.C. lui-même, en dépit des efforts de quelques autres. D'autre part, certains membres du C.C. - un petit groupe, mais très actif - ont, en réalité, abandonné l'orientation de lutte démocratique indépendante qui était celle des années 1975-78. Ils ont bradé (à travers le « collectif du 29 ») l'autonomie politique.

Sont venus alors la division, l'exclusive, l'inefficacité, la liquidation. Certains, qui étaient de vrais chefs des masses, sont devenus des politiciens aux objectifs tortueux. Veulent-ils se tailler une place « immigrée » dans le syndicalisme ? Dans les élections ? Dans les partis P.S., ou P.C.F. ? Dans la politique Algérienne ? C'est leur affaire.

Notre affaire, c'est l'unité français-immigrés. C'est sauver ce qui peut l'être de la force des foyers. C'est contrer les lois racistes, arracher l'égalité des droits.

Ce débat n'est pas seulement le notre. Il concerne au premier chef aussi les nombreux camarades du Comité de Coordination, des Comités de Résidents, des foyers, du mouvement, qui refusent la liquidation, qui veulent faire le bilan, qui veulent garder les forces.

Aujourd'hui, 2 voies, 2 lignes, existent partout sur l'unité français-immigrés.

Il y a une ligne, que nous soutenons, pour faire le bilan, et continuer sur les bases qui existaient de 75 à 79: d'une part autonomie du mouvement pour l'égalité des droits par rapport aux syndicats et aux partis du Parlement (PS et P.C.F.); d'autre part, large unité égalitaire de tous ceux, syndiqués ou pas, qui approuvent les mots d'ordre et les actions.

Il y a une autre ligne, qui veut changer tout cela, qui veut se rallier aux syndicats et aux partis du parlement. Cette ligne jette des exclusives, et fait la division. Elle refuse l'unité de masse DIRECTE entre français et immigrés pour les droits. Elle est CONTRE le parti de type nouveau, POUR les vieux partis.

Ce conflit, idéologique et politique entre 2 lignes, doit être discuté ouvertement par tout le monde - après des mois de « coexistence » difficile - si l'on veut rassembler, de façon offensive, les forces les plus larges pour l'unité français-immigrés, pour l'égalité des droits, contre les expulsions et le racisme.

Que représente les deux lignes parmi les organisations ?

-a) La ligne qui veut s'accrocher à la C.F.D.T. est proposée par quelques membres du Comité de Coordination, des associations d'immigrés, quelques sections C.F.D.T., le FASTI; et soutenue, dans les faits - voire organisée - par des organisations politiques comme le P.C.R.M.L., le P.C.M.L., Pour le Parti... qui aiment bien agir sous la « casquette » syndicale.

Cette voie rassemblée sous le drapeau du « collectif du 29 », est à notre avis une voie:

- de division et d'exclusive, responsable unique de la rupture du front uni militant rassemblé derrière le C.C. et qui avait rendu possible les puissantes manifestations de 76 et 77.

- de liquidation, sous couvert de « jusqu'au boutisme », de la lutte des foyers et de tout mouvement de masse autonome sur l'unité français-immigrés.

- de faiblesse face aux attaques, tant de l'État que du P.C.F. et de la C.G.T.

-b) La deuxième voie rassemble les partisans, quelle que soit par ailleurs leurs attaches politiques, de l'unité de masse offensive pour l'unité français-immigrés. On y trouve des camarades des foyers, y compris des Comités de Résidents, des démocrates anti-racistes organisés (par exemple dans les P.A.E.) ou inorganisés, des organisations d'étrangers, les maoïstes de l'U.C.F.M.L.

Les deux voies doivent être vues clairement, pour faire le bilan de la lutte; pour savoir si on a raison, ou tort, dans l'action; pour garder les forces; pour ne pas trahir.

La lutte de 5 ans a apporté de très grandes leçons. Elle nous a appris des choses, elle a trempé les militants et les masses. Elle reste comme un moment très important de la lutte de classe du prolétariat international de France.

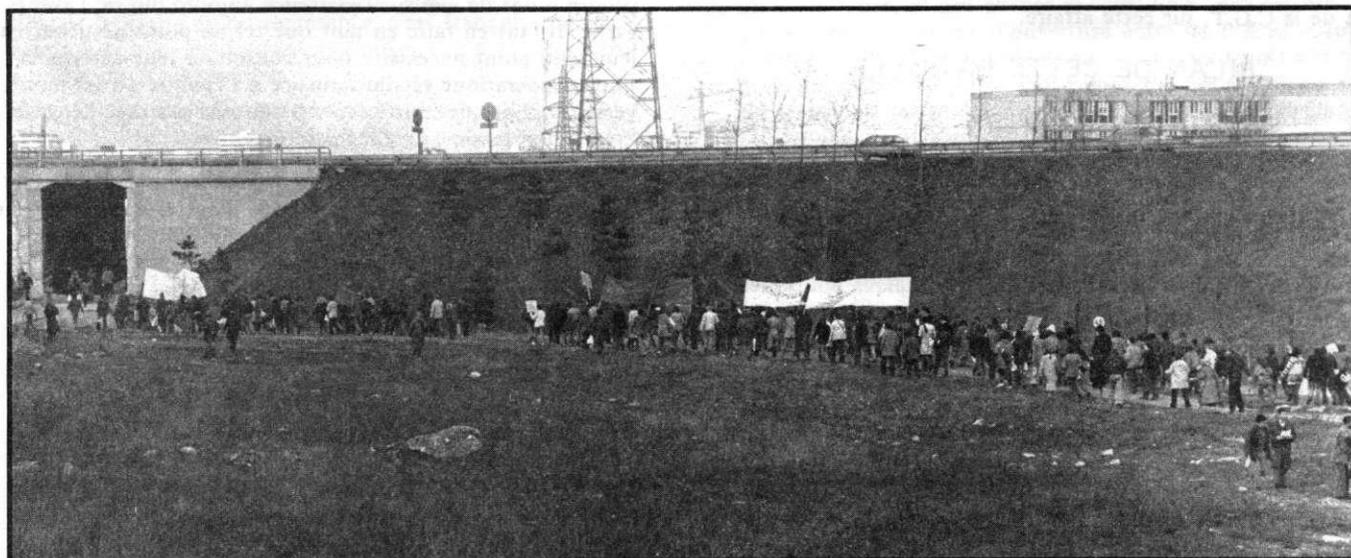
Le bilan de cette lutte doit rester dans les mains des camarades des foyers, des Comités de Résidents véritables, des meilleurs camarades du C.C. C'est l'affaire, aussi, de la classe ouvrière, du peuple, des militants maoïstes. Ce n'est pas l'affaire des partis bourgeois, de droite ou «de gauche».

Pour continuer, ce bilan, clair, tourné vers l'avenir, se dégagera à travers la lutte des idées, le choix politique. Dans la pratique, il se fait DÉJÀ partout où l'on combat le courant de division et de liquidation, qui veut vendre les résultats de la lutte aux vieilles forces politiques et syndicales. Et qui décourage tout le monde.

Nous serons de ce combat, comme nous avons été de tous les autres.

# **COMBATS**

## **VIVE BOUAZIZ ! A BAS LE P.C.F. !**



Une «longue marche» vers la cité-ghetto du Port. (Photo U.C.F.M.L.)

Bouaziz vient d'être libéré après 6 mois et demi d'emprisonnement. Alors que son procès devait se tenir normalement fin Mai, la justice a décidé de précipiter les choses après la manifestation, pour couper court à la mobilisation démocratique qui se développait: il a été jugé en catimini le mardi de Pâques et libéré séance tenante, c'est-à-dire 15 jours après la marche de Gennevilliers.

### **LA MANIFESTATION DU 22 MARS, UNE FORCE CONTRE L'ENCADREMENT SOCIAL-FASCISTE.**

Cette manifestation, tenue à l'appel du Comité pour la libération de Bouaziz, avait rassemblé plusieurs centaines de français et d'immigrés, traversant tout Gennevilliers, les cités populaires, pour porter aux résidents du foyer AFRP et aux habitants de la cité du Port témoignage des forces s'organisant pour la libération de Bouaziz.

Manifestation enthousiasmante pour ceux qui ont

participé (on remarquait en particulier des détachements de foyers et quelques groupes étudiants), permettant de découvrir les conditions concrètes de ségrégation imposés aux cités-ghettos par le P.C.F., traduisant par le nombre des manifestants un pas en avant par rapport à la première manifestation organisée en Octobre à Gennevilliers par le Collectif des organisations pour l'unité français-immigrés.

Cette manifestation a rempli son objectif: traduire l'existence d'un courant démocratique révolutionnaire pour la libération de Bouaziz, désenclencher la situation des masses à Gennevilliers, imposer une bataille politique autour de cette libération.

De toute évidence, l'État s'est senti en posture délicate après cela: avec un dossier juridiquement inconsistant, il s'est senti mal armé pour un procès que nous organiserions en affaire politique, où des résidents se tiendraient aux côtés de Bouaziz confortés par la mobilisation démocratique. Il a préféré régler rapidement cette affaire embêtante où le plus déterminé était en vérité le P.C.F.

## LE PROCES, CONFIRMATION SUR TOUTE LA LIGNE DE NOS POSITIONS.

Qu'a-t-on vu au cours de ce procès-surprise ? Les membres du comité de résidents-bidon de la C.G.T. se sont bien portés partie civile le jour même, mais les seuls témoins contre Bouaziz furent le gérant et le responsable de l'U.L.-C.G.T. ! Les résidents prêts à témoigner pour Bouaziz comme ils l'avaient déjà fait dans le film « Les révoltés du ghetto » réalisé sur cette affaire par le C.R.A.C. ne furent pas prévenus par contre !

Bouaziz a été finalement condamné à seulement 3 mois, de prison, alors qu'il en a fait plus de 6. Ce type de décision est très rare: cela montre que le juge trouvait lui-même cette affaire sans grande consistance pénale et que la justice elle-même a dû reconnaître que Bouaziz avait été incarcéré indûment (au moins pour la majorité de son temps de détention).

Le contenu du jugement confirme également le caractère politique de cette affaire puisque Bouaziz n'a pas du tout été condamné pour détournements de fonds ou vol dans la caisse de grève (la justice a reconnu sur ce point que le dossier était creux) mais parce que décision avait été prise, APRES démarrage de la grève, de diviser les dépôts d'anciens loyers en 2 parties: un dépôt de nouveaux loyers (moins élevés, correspondant aux objectifs de la grève) et une caisse de grève. Cette décision COLLECTIVE, voilà ce que la justice dénie et condamne, explicitant ainsi son vrai propos: s'attaquer au principe même du mouvement de grève, dénier toute représentativité collective au comité de résidents forgé dans ce mouvement (1). Voilà également qui explicite bien les objectifs politiques du P.C.F. et de la C.G.T. sur cette affaire.

### BILAN DE CETTE BATAILLE.

-1) Il s'agit D'UNE VICTOIRE. Bien sûr, Bouaziz a été condamné et il risque ce faisant l'expulsion. Il a donc déci-

(1) Ceci ouvre en même temps le terrain d'une nouvelle bataille politique dans l'espace juridique pour limiter le droit bourgeois, lui interdire de se mêler des affaires politiques internes au peuple.

dé de faire appel pour être totalement disculpé. Mais l'ensemble du processus prouve bien que sa libération a été conquise par la mobilisation démocratique, que ce que nous avons dit était juste (d'ailleurs le P.C.F. interprété bien dans la pratique cette libération comme une défaite pour lui).

Aujourd'hui, les victoires sont possibles dans le combat de résistance en se regroupant avec les maoïstes autour d'objectifs clairement définis. Il faut en faire un élément fort de notre propagande.

-2) Défendre Bouaziz, ce n'est pas seulement défendre un représentant d'un mouvement, mais aussi un élément qui s'est mis en avant pour organiser le camp des ouvriers, un ouvrier comme en a besoin le peuple pour diriger ses mouvements autonomes. Combattre pour Bouaziz, ce n'est pas tant s'opposer à une répression qui le frapperait avec mille autres, c'est combattre pour ces nouveaux éléments d'avant-garde qui émergent de la classe ouvrière et se forment dans les nouvelles batailles du peuple (2).

-3) Le vrai débat sur les ennemis de Bouaziz, ce n'est pas celui de la « question syndicale », sur l'U.L.-C.G.T., c'est celui sur le P.C.F.: la réalité politique du P.C.F. se tranche du point de vue de sa politique actuelle en France. Ce qui éclaire quant au fond cette politique, c'est son rapport à ces nouveaux éléments ouvriers dirigeants, ce qui rend intelligible la nature social-fasciste du P.C.F., c'est son rapport antagonique spécifique aux nouveautés politiques forgées par les ouvriers, le peuple, les maoïstes.

-4) Les forces démocratiques de la nouvelle période sont déjà en travail et ont déjà conquis cette victoire. S'il leur faut de solides appuis de classe pour se déployer, il faut également que ces forces démocratiques se dotent de leur propre point de vue sur l'existence aujourd'hui de l'avant-garde. Il faut en faire en tant que tel un point de débat en leur sein, point nécessaire pour consolider leur détermination démocratique révolutionnaire à l'époque où les mouvements politiques autonomes n'existent pas sans l'engagement d'une avant-garde maoïste organisée.

(2) Dans la même logique, mais avec d'autres arguments que le P.C.F., c'est bien cette identité de Bouaziz que voulait détruire le répugnant article du « Monde » assimilant Bouaziz de façon raciste et coloniale à un simplet auquel il ne faut pas en vouloir pour ses menus chapardages.



Dans les cités, on écoute les interventions du Comité Bouaziz (Photo U.C.F.M.L.)

# ORGANISATIONS

## **INTERVIEW DE 4 CAMARADES DES PERMANENCES ANTI-EXPULSION DE LA REGION PARISIENNE**

ML: Après le premier report des lois racistes et les incertitudes de l'automne, quel bilan faites vous de la période passée, de votre action politique dans le mouvement contre les lois, du mouvement des foyers, de votre rapport à lui. Comment caractérisez-vous la période actuelle ?

-B: La situation est très difficile. On assiste à la fin du mouvement des foyers, qui a débuté il y a 5 ans.

La fin du mouvement a commencé en Septembre. Au moment de Garges, c'est un moment d'unité français-immigrés. Puis on a vu se partager des clans. Les uns pour une grève générale et par ce biais mobiliser les syndicats, et l'autre partie du mouvement avec nous, pour développer l'unité français-immigrés. La partie avec les syndicats développait l'idée: nous d'abord, et les français ensuite, en soutien; et la partie qu'on représente, c'est français-immigrés, coude à coude, combattant ensemble. Il y a eu une cassure a partie du 29 Septembre.

ML: Quelle est la situation dans les foyers actuellement ?

-Y: Il y a foyer et foyer. Il n'y a pas seulement les foyers de la grève. Il y en a d'autre qui sont en mouvement. Peut être pas aussi large que ceux de la grève, mais pas négligeable.

Nous, jusqu'en Septembre, nous avons soutenu de toutes nos forces le mouvement des foyers Sonacotra, et nous continuons selon les circonstances.

Pour les autres foyers qui ne sont pas dans la lutte déclenchée il y a 5 ans, nous sommes dans une position d'avant-garde. Les P.A.E. sont la première organisation de masse qui ait lutté contre un projet de loi, le projet d'Ornano, qui n'est pas encore voté, mais que les sociétés gestionnaires mettent cependant en application, en particulier dans les relogements qu'il y a dans la région parisienne après la fermeture des foyers-taudis. On pourra revenir là-dessus.

ML: Jusqu'en Septembre, où les choses se sont divisées, vous avez soutenu le Comité de Coordination et sa plate-forme. Vous avez cependant toujours fait autre chose que cela. Quelle a été la place de votre soutien aux foyers dans l'ensemble de votre travail ?

-Y: L'existence des P.A.E. sont une réponse au Comité de Coordination, dans le sens où elles ont été créées pour faire une organisation de l'unité français-immigrés, chose que le Comité de Coordination n'a pas toujours mis en oeuvre dans son concept réel. Les P.A.E. ont toujours développé dans les foyers, il y a foyer et foyer comme je l'ai dit, un travail dans les autres foyers: lutte contre les descentes de flics, les rafles, contre certains gérants qui ont encore plus de pouvoir que dans les foyers Sonacotra.

-P: Les P.A.E. se sont constituées en 1977 avec comme arrière le mouvement Sonacotra. Arrière idéologique: le grand mot d'ordre d'égalité des droits. L'autonomie: l'exemple d'un mouvement capable d'organiser en dehors des partis et des syndicats sur ses propres forces, d'avancer une plate-forme, d'organiser des forces autour de lui. On l'avait dit dans notre 1ère plate-forme, le mouvement des foyers a été la toile de fond à notre création.

Le second point, c'est que le rapport entre les P.A.E. et le mouvement des foyers a toujours été complexe. Parce que dans les foyers en grève, les rapports entre certains Comités de Résidents et les P.A.E. étaient tendus. C'est pourquoi le copain insistait sur le travail des P.A.E. dans les autres foyers où on développait ce que signifiait l'égalité des droits dans la pratique: contrôles, rafles, attentats, cartes de séjour, etc...

On a déployé plus facilement la politique des P.A.E. dans les autres foyers.

-Y: Par exemple, à Garges, quand les P.A.E. ont pris l'initiative de faire un repas, cette initiative a été bien accueillie par les résidents. Quand on a discuté d'un thème pour un autre repas, ils ont avancé le thème des sans-papiers. Il y a eu une dynamique d'ouverture entre les P.A.E. et le Comité de Coordination. Mais au dernier moment, il y a eu quelques éléments qui se sont opposés à nous et il y a eu un climat d'incompréhension. Le Comité de Résidents de Garges ne prenait plus de décisions et remettait toujours le débat ou les décisions à une date ultérieure, jusqu'à geler nos initiatives.

A partir de ce moment, on a commencé à faire un certain bilan de la lutte. On s'est aperçu ainsi que le Comité de Coordination ne savait plus sur quoi se reposer. Il y avait la vague de répression et la marée des lois. Le Comité de Coordination ne sachant pas s'il fallait être le Comité de Coordination des foyers en lutte ou être le représentant, le porte-drapeau, de la masse immigrée face à tous les problèmes.

-P: Notre rapport a toujours été très clair face au mouvement des foyers. Nous avons soutenu au niveau local les initiatives type porte ouvertes, etc... et au niveau d'ensemble aussi. Le mouvement des foyers a toujours été une pièce importante de notre propagande.

Ce qui est vrai c'est que la situation politique d'ensemble avait évolué. Le C.C. et les résidents se sont trouvés confrontés à de nouveaux problèmes. Le rassemblement de Garges, c'était bien cela. Le C.C. a bien vu qu'il fallait prendre acte de l'attaque de la bourgeoisie par les lois et là véritablement les divergences nous les avons manifesté en nous unifiant au sein des P.A.E. sur le fait que nous n'appelions pas car c'était le 1er rassemblement sur le terrain qui nous était propre, à savoir le terrain des lois. Alors que Garges avant ou Gennevilliers était sur le problème des expulsions, sur le problème des foyers et dans ce cas nous étions toujours en soutien, c'était l'aspect principal malgré les divergences. Le 29 a cumulé les problèmes, les camarades du C.C. et le mouvement dans son ensemble, choses qu'on sentait depuis Garges, ont vu qu'il y avait plusieurs moyens de répondre au problème des lois. Nous avions fait un tract qui s'appelait «protestation ou résistance ? ». Nous pensons que la voie du 29 qui préconisait la grève générale et le ralliement des sections syndicales a fait apparaître les différences politiques nettement. Est-ce que l'unité, c'est le rassemblement de toutes les forces syndicales ou politiques, ou est-ce l'unité français-immigrés ?

C'est sur cette question de fond qu'on a pris position. Nous avons dit que nous ne pensions pas que la question de l'unité passait par le renforcement des sections syndicales, même si c'est bien que sur un point précis il y ait le maximum d'organisations politiques et syndicales.

-B: Le vide politique du rassemblement du 29 est très significatif de la voie développée par le C.C. Le C.C. n'a pas su organiser le rassemblement en fonction de la demande. D'ailleurs, il y a des gens qui sont partis déçus et démobilisés.

ML: Donc pour vous le 29 Septembre a été la sanction d'une divergence d'appréciation et de ligne avec la voie qui dominait le C.C. et donc aussi un moment important d'unification sur votre propre conception de la lutte politique pour l'égalité des droits. Après le 29 que s'est-il passé entre vous et le mouvement des foyers ? En particulier à partir de la réorientation tactique du C.C. proposant des négociations foyer par foyer. Vous êtes vous désengagé, avez-vous d'une manière ou d'une autre essayé de soutenir cette voie, pensez-vous même que c'était votre rôle de le faire ?

-Y: Je crois que les P.A.E. n'ont pas jusqu'ici eu l'occasion de s'exprimer et de se déterminer par rapport à cette question. A St-Denis par exemple on a vu que le C.C. n'est pas uni sur cette position d'admettre la négociation foyer par foyer. De ce fait, les P.A.E. n'ont pas eu l'occasion de se déterminer par rapport à cela.

-B: Pas tout à fait d'accord. On a eu des expériences sur le relogement des foyers. C'est pas tout à fait la même chose, c'est une approche de négociation foyer par foyer sur le relogement. Cela ressemble à ce qu'aurait voulu le C.C.

-Y: Il y a 2 questions différentes. On a dit qu'il y a foyer et foyer. Actuellement on parle de la Sonacotra.

-P: Le seul point concret je crois, c'est à Reims où les P.A.E. ont soutenu complètement les négociations. Dans le prochain «Anti-Raciste», il y aura un article là-dessus.

Pour rajouter un point: le 29 a été le point de départ d'un bilan des P.A.E. par rapport aux foyers, de clarification de notre voie et espace propre de la lutte contre les lois. C'est à partir du mois de Septembre qu'avec les expulsions de Nanterre, nous avons commencé à poser les questions en terme de fin de mouvement. C'est à ce moment qu'on a commencé à réfléchir aux acquis politiques et aussi aux raisons pour lesquelles le C.C. n'a pas été capable de répondre aux nouvelles attaques.

ML: Quelle analyse faites-vous maintenant et quels sont les axes principaux de votre travail ?

-Y: A l'heure actuelle, la situation est plus difficile qu'au début des projets de lois.

Actuellement, le gouvernement ne cherche pas seulement le vote des lois, mais, et c'est ce que beaucoup d'organisations sous-estiment, il les appliquent déjà.

En particulier, nous P.A.E. nous avons décidé de lutter contre un projet de loi, le projet d'Ornano, que les sociétés gestionnaires cherchent déjà à appliquer avant le vote. Nous avons aussi décidé d'organiser au sein des foyers, non pas les résidents soutenus par l'extérieur dans une sorte d'humanisme, mais organiser à l'intérieur et l'extérieur français et immigrés tous ensemble et discuter comment concevoir un foyer où toute la population immigrée, avec papiers ou sans-papiers, malades, etc... toute la couche qu'exclut ces projets de lois, auraient le droit de vivre.

C'est aussi travailler à l'unité foyers-cités: SORTIR DU GHETTO.

Dans la ligne du mouvement Sonacotra, l'idée était absente de réfléchir comment les gens des cités, les habitants du quartier peuvent avoir leur place dans la lutte.

-B: Au mois de Juin, vu la résonance des projets de lois, tout le monde était obligé de se situer par rapport aux projets et au mouvement des foyers qui était à son apogée. Soit par démagogie, soit poussé par leurs militants, soit concernées, des organisations étaient obligées de se situer par rapport au mouvement des foyers, notamment l'expulsion de Garges. C'était un mouvement, des gens dans la rue, dans ce mouvement, l'unité français-immigrés était effective.

Actuellement: repli, avec la fin du mouvement des foyers. C'est dû à la situation de ghetto dans laquelle chacun est. Chacun essaye de régler ses problèmes. C'est cela le ghetto.

-BK: La situation est très dangereuse. Les capitalistes et l'Etat sont dans la crise et cherchent par tous les moyens à écraser une partie des ouvriers en France qui sont les immigrés. Ils cherchent à créer une situation de terreur car ils ont senti qu'en France il se passait quelque chose depuis un moment de très dangereux: c'est que des ouvriers s'organisent entre eux.

Il y a donc aujourd'hui cette situation de terreur. Pas parce que la bourgeoisie veut nous expulser tous à cause du chômage.

Elle veut créer le racisme entre les ouvriers eux-mêmes parce qu'elle est dans l'incapacité de sortir de sa crise, elle veut que les ouvriers se cassent la gueule entre eux.

-P: En Décembre, à la réunion nationale, on analysait la conjoncture ainsi:

La situation est nouvelle, les camarades disent dangereuse, parce qu'il y a la fin du mouvement de masse qui représentait un acquis à la fois pour les immigrés et les français.

La conjoncture est donc caractérisée par la fin du mouvement. Cela entraîne, du point de vue de la bourgeoisie, ce que nous appelons la politique du ghetto et la question du Retour.

C'est autour de ces 2 questions qu'on peut comprendre pourquoi les P.A.E. ont analysé que la question des contrats de résidence dans les foyers devenait importante.

Politique de ghetto, cela veut dire reprendre les acquis dans les foyers, remuser la liberté dans ces foyers et contrôler par les flics y compris dans les usines, et la politique de division avec les français.

Cela pose une nouvelle question aux français et aux immigrés.

Au niveau des immigrés, nous analysions en Décembre/Janvier que la question du Retour se posait et que la bourgeoisie par cet encerclement voulait forcer certains à rentrer.

On s'est rapidement rendu compte que ceux qui sont rentrés ne l'ont pas fait à cause des lois, mais en avait l'idée auparavant.

Se pose donc chez les immigrés la question du bilan des foyers: dites-nous, nous demandent-ils, ce que vous pensez de tout cela: comment se battre, quelles conditions pour gagner ?

On s'est aussi rendu compte que la réponse à la question des ghetto était complètement centrée sur la loi D'ornano.

La conjoncture nouvelle impose que si les camarades immigrés veulent faire une force, il faut sortir des foyers: portes ouvertes, interpellations des français dans les cités sont nécessaires pour commencer la bataille contre les ghettos. C'est une réunion des équipes des P.A.E. sur les foyers qui a déterminé cette orientation.

C'est une des batailles importantes des P.A.E. aujourd'hui.

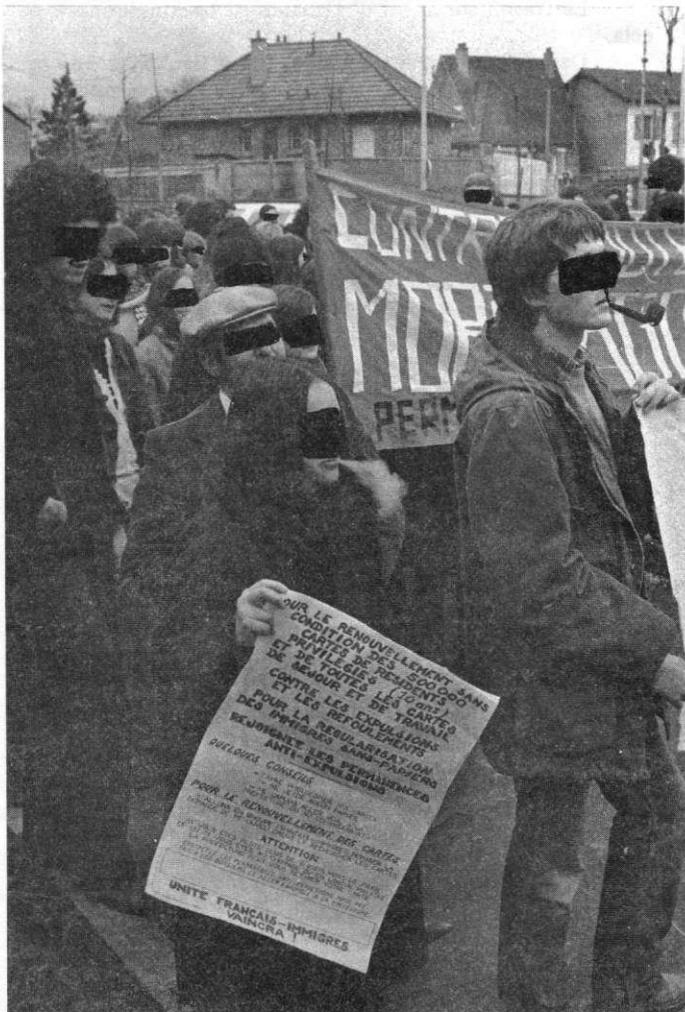
-Y: Dans cette bataille, on ne s'attaque pas seulement à l'Etat, mais aussi à la politique du P.C.F.

ML: Et la jeunesse qui a montré dans la dernière période sa sensibilité anti-raciste ?

-P: Il faut distinguer. Il y a d'abord les lycéens. Ils sont assez défaitistes, et surtout ceux qui se posent des questions n'ont vraiment pas les moyens de les résoudre, de bien comprendre la situation actuelle.

Le mouvement de la jeunesse contre les crimes racistes, comme à Valenton et à Vitry, c'est la jeunesse des cités, qui est dehors, qui n'est pas scolarisée, cela c'est à part. C'est la jeunesse immigrée sans avenir, sans argent, etc...

La jeunesse scolarisée, c'est: aucun point de vue sur les choses, posant des questions sur les groupes politiques. Ayant vu leurs aînés de 68 qui sont devenus des pères. Demandant des discussions sur les forces révolutionnaires.



Boissy-St Léger: Les P.A.E. contre la discrimination raciste dans une grande surface (Photo P.A.E.).

Pour lutter contre cela, nous avions deux axes. Pour lutter contre le défaitisme, il fallait avoir une bonne période de discussion politique sur la crise, la société impérialiste, le rôle de la jeunesse dans les mouvements de révolte en France, par exemple le mouvement contre la guerre du Vietnam. On a mis sur pied, inter-permanence, des réunions de lycéens sur la guerre d'Algérie par exemple, et comment étudier l'histoire et le rôle de la jeunesse pour permettre de lutter contre le défaitisme.

C'est un peu une structure de stabilisation de ces lycéens.

Au niveau de l'agit-prop sur les lycées, c'est compliqué. Par exemple on en a fait pour Bouaziz: faire des panneaux avec eux, passer des films, faire venir des gens des P.A.E. quand il font des exposés en classe sur l'impérialisme par exemple.

Ils sont dans la contradiction: pour être efficace, les P.A.E. cela nous intéresse parce que vous luttez sur des choses concrètes, et en même temps pour pouvoir faire cela, il faut des arrières qui manquent.

Donc, sur les lycées, des équipes de propagande et le groupe d'Etude inter-permanence.

ML: Combien de lycéens dans ce groupe ?

-P: A la première il y a trois semaines il y avait 2 de Boigny, 1 du 14ème, 1 du 13ème. C'est tout. Mais à la dernière il n'y avait personne, c'est vrai qu'on avait mal appelé. On a donc des difficultés. C'est une question, les lycéens, en débat dans les P.A.E. Plus largement, c'est la question de l'agit-prop et du courant démocratique.

-Y: C'est un problème de toutes les permanences, c'est significatif qu'il n'y a pas beaucoup de permanences qui ont de bonnes positions dans les lycées. Il y a des problèmes qui sont sans doute mal traités.

-P: Pour traiter cela, il faut le faire à partir des débats qu'il y a depuis un mois dans le Collectif sur le bilan des mobilisations contre les crimes racistes.

ML: Justement, là-dessus, qu'en pensez-vous et qu'avez-vous fait ?

-B: Aujourd'hui il y a un déferlement incroyable de crimes racistes. Notre mot d'ordre c'était répondre coup par coup à chaque attentat raciste. Il y a eu à République, à Paris, des flics qui ont tué un immigré, on a répondu coup par coup, à Valenton aussi.

ML: C'est-à-dire ?

-B: Qu'on a appelé à un rassemblement. On l'a fait. A République on avait prévu une intervention avec mégaphone et banderole. Mais il y avait les flics, on a préféré faire une diffusion de tracts avec discussion devant chez Tati. Ça a bien marché. On a appelé à la manifestation du 1er Décembre. Il y a eu de nombreuses discussions. Cela a marqué un coup.

A Valenton on a fait un travail assez prolongé. Une semaine après le crime on a fait un rassemblement-manifestation sur le marché et dans la cité. Il y avait 100-150 personnes. On avait appelé dans la cité et à l'extérieur. Ce rassemblement a bien marché. Après on a appelé à une réunion où il y avait des gens intéressés qui demandaient qui on était et ce qu'on pouvait faire dans la cité contre les crimes racistes et les flics et le P.C.F. qui organise les racistes, notamment par le biais de l'Amicale des locataires. Il y avait des débats. On a fait du travail auprès des jeunes et des familles et on a convoqué un autre rassemblement il y a une semaine. Là c'était plus pareil.

D'abord, nous on a mal débattu ce qu'on venait faire là. On s'est retamé la figure. Il y a pas eu de discussion. On était à 20-30 des P.A.E., on a installé les panneaux et on savait pas quoi faire: soit un rassemblement et petite manifestation, soit travail de masse avec les gens. On était entre les 2.

ML: Y avait-il des gens de la Cité ?

-B: Non justement, ils n'étaient plus mobilisés. On a pas eu tellement de discussion, beaucoup moins qu'avant. La mobilisation des P.A.E. était réussie, mais il n'y avait pas tellement de répondant.

On s'est posé des questions: après le crime et la révolte après, est-ce qu'on peut organiser quelque chose de concret. On avait parlé d'organiser une P.A.E. à Valenton. On s'est trouvé confronté à des tas de problèmes autres que ceux qu'on avait visé. On s'est fait couler par les contradictions entre les gens, comment les régler, etc...

En fin de compte, le dernier rassemblement était raté. On se demande si on va rester.

Valenton nous a tellement mobilisé qu'à Vitry, on a rien fait, ou très peu. On s'est rendu compte que là, on n'a pas répondu coup par coup.

On se pose des questions sur tout cela.

Actuellement, on ne peut pas répondre à chaque attentat, il y en a trop. C'est un peu décevant, mais il y en a toutes les semaines. Cependant on va rester vigilants.

-P: Cela, c'est un débat actuellement. Le camarade a fait état de ce qu'on a discuté dans notre permanence. On va en parler au Collectif. On n'a pas encore de position unifiée. Les problèmes posés, il faut les relativiser. On dit que la conjoncture est nouvelle. Nouveau cela veut dire nouveau.

Les P.A.E. ont une histoire. Elles sont nées il y a 2 ans. L'année dernière elles ont eu des succès du point de vue du courant démocratique. Il se passe quelque chose, on intervient à 30 sur un lieu significatif. Sur les extraditions, on avait envahi Beaubourg avec une banderole. Sur les tortures à Toulouse on est allé à 40 avec mégaphone et banderole au marché aux Puces. Ce type de mobilisation qui est l'espace propre des permanences était très important et le reste.



Intervention contre les extraditions à Beaubourg.  
(Photo P.A.E.)

Ceci étant, la nouveauté de la conjoncture c'est: fin du mouvement, volonté acharnée de la bourgeoisie et aussi en troisièmement le fait que toutes les forces politiques bourgeoises veulent encadrer le peuple et avoir une base raciste. Cela s'est vu du P.C.F. à Levallois. Cela s'est manifesté brutalement à Valenton. Quand les P.A.E. y sont allés, elles ont immédiatement rencontré devant elles le P.C.F. Après le rassemblement très important, le P.C.F. local a immédiatement déversé des torrents d'injures dignes de 68: « payés par le ministère de l'intérieur, venu de l'extérieur, pour la drogue, contre les femmes, etc... ».

Les P.A.E. sont donc dans une nouvelle période. Il faut conserver les initiatives comme l'année dernière. Mais, pour stabiliser, développer non la protestation, mais la résistance, il faut aller dans le peuple. C'est le travail de masse minutieux prolongé dans les cités, dans les lycées. C'est dur et nouveau: on tombe sur les problèmes de division dans le peuple, sur l'encadrement P.C.F. On a eu difficulté à articuler le travail minutieux d'organisation de la résistance et à apparaître comme une force d'ensemble au niveau des crimes racistes qui riposte au coup par coup de façon spectaculaire. C'est cela qui est en débat dans les P.A.E.

La loi d'Ornano, c'est un axe de bataille très clair, on voit bien les enjeux, on a des acquis, on débarque pas, on connaît les problèmes internes, on est en terrain connu. On est à l'aise. Cela marche pas mal.

Sur les cités, c'est autre chose. C'est plus simplement l'attaque de la bourgeoisie, c'est aussi les forces politiques à l'intérieur qui divisent.

De toutes façons, il faut maintenir les initiatives centrales. Quand il y a eu crime, il faut qu'on soit là.

ML: Comment on poursuit ensuite ?

-B: C'est bien la question actuelle !

ML: A-t-on fait le tour de vos orientations et de votre travail actuel ?

-B: Il y a aussi, pour créer un courant d'opinion, le travail sur le marché, aux abords du métro, etc...

ML: Dans ces lieux, quels ont été les thèmes d'intervention ?

-B: Bouaziz depuis un mois et demi. Avant sur les lois racistes. Sinon on a interpellé les gens par exemple aussi sur les crimes racistes. C'est un lieu d'interpellation et de débat, c'est un forum démocratique sur le racisme et l'antiracisme pour les aider à se rallier à la politique des P.A.E. ou sinon expliquer ce qui se passe. C'est de la contre-information.

-P: Il y a aussi un autre thème, c'est le relogement.

Le relogement à partir des foyers-taudis, c'est une grande bataille qu'on a développé depuis Septembre.

Le travail sur la loi d'Ornano est la conséquence de cela.

Dans les foyers rue Sedaine, rue d'Hautpoul, de la porte d'Asnières, on a mené une bataille pour le relogement et sur les nouveaux contrats de résidents. Il y a eu des articles dans les journaux, présence de journalistes aux négociations, de photographes. Il y a eu articulation d'un travail dans les foyers et création d'un courant autour.

-Y: Les relogements sont pratiquement faits et les gens sont rentrés dans les nouveaux foyers sans signer les contrats qu'on voulait leur imposer, mais dans les conditions qu'ils voulaient. Il y a la dynamique de lutter contre le projet de loi d'Ornano et de pratiquer l'unité foyers et cités autour.

C'est gagné pour l'instant, mais cette bataille sera prolongée et ne fait que commencer.

-P: Cette bataille c'est très important pour les P.A.E. Cela a vraiment montré ce qu'était l'unité français-immigrés. Dans les 3 cas, cela a été crescendo. Les camarades des P.A.E. participent aux A.G. et aux négociations avec les gestionnaires des foyers. Les négociations ont duré plusieurs heures et face à eux, les gestionnaires avaient un véritable camp français-immigré.

On a gagné pour l'instant: pas de contrat de résident signé, pas de conditions de carte de séjour ou autre pour pouvoir rentrer.

ML: Quelle analyse faites vous du racisme dans les différentes couches sociales ?

-B: Le racisme a de tout temps été utilisé par le pouvoir pour diviser. En 1939, c'étaient les juifs qui nous prenaient notre argent, maintenant, ce sont les arabes qui nous prennent notre travail. En période de crise cela augmente. C'est comme la guerre, le racisme, c'est un moyen pour régner.

Le racisme ne tombe pas du ciel, il se fabrique. Le racisme civil on le rencontre, du genre: « je suis pas raciste MAIS si les immigrés rentraient il y aurait plus de travail » ou « MAIS les immigrés, ils ont des façons de vivre bizarres ils élèvent des poules dans leurs bagnoires, etc... ».

La bourgeoisie joue de tout: du pétrole, de l'insécurité dans le métro, du problème réel des jeunes dans les cités qui sont désespérés et révoltés et qui provoquent des troubles. La bourgeoisie et le P.C.F. s'appuient là-dessus. A Valenton, le P.C.F. a fait signer des pétitions pour expulser des familles algériennes.

Nous pensons qu'à force de discuter avec les gens, on peut détruire ce racisme-là. A Valenton par exemple, une femme qui avait manifesté avec le P.C.F. pour un commissariat a fini par avoir les larmes aux yeux et le regretter. En discutant, on arrive à s'entendre. Avec un travail politique anti-raciste, les gens comprennent ce qui fabrique le racisme.

ML: Quel est le rôle particulier du P.C.F. et de la C.G.T. dans la diffusion du racisme au sein du peuple ?

-Y: P.C.F. et C.G.T., la nouvelle bourgeoisie, utilise quelques éléments dans un courant contre tout un autre. Ils partent de contradictions dans le peuple pour développer des arguments racistes. Ils sont acharnés contre la jeunesse, ils veulent que les jeunes immigrés soient intégrés, qu'ils ne soient pas comme leurs parents, mais comme les français. Ils retournent les préoccupations des gens contre les immigrés.

-BK: La politique du P.C.F. est plus dangereuse que celle de l'Etat. Les ouvriers savent ce qu'est l'Etat et la bourgeoisie. La nature du P.C.F., c'est moins clair. On le voit par exemple sur les 10%. Les gens ne s'aperçoivent pas toujours que c'est une idée raciste. Ils disent que c'est parce que les immigrés ne votent pas, donc ne votent pas P.C.F.

A Levallois, le P.C.F. a fait lui-même un référendum et appelé à voter non au foyer d'immigrés en disant cela veut dire moins d'ouvriers immigrés célibataires et oui à un jardin pour les enfants.

Les gens disent, on est pas raciste, MAIS je préfère avoir un centre pour mes enfants. Cela, c'est à cause du P.C.F. C'est à cause de sa propagande. Peu de gens s'aperçoivent de son caractère raciste.



Les P.A.E. contre les lois racistes. (Phot. P.A.E.)

Dans les P.A.E. on est confronté à des problèmes nouveaux. A Valenton ce n'est pas nous qui en parlons, ce sont les gens que nous rencontrons qui nous parlaient de cela, de la politique raciste du P.C.F.

-B: L'impunité des assassins racistes, cela renforce aussi les racistes, et cela c'est le gouvernement. Etat et gouvernement et P.C.F., en fait là-dessus ils sont d'accord.

-P: Mais l'organisation raciste du peuple, ceux qui font du porte-à-porte pour faire signer des pétitions contre les familles arabes, c'est le P.C.F.

Ceci dit, il y a du nouveau du côté des étudiants. C'est vraiment intéressant, c'est un vrai mouvement de masse, avec des Assemblées Générales de 800 personnes..., pour:

- libre inscription à la faculté
- non aux expulsions d'étudiants étrangers
- refus des quotas.

Les permanences veulent organiser des P.A.E. dans les facultés pour:

- rassembler les cas, en faire des affaires publiques
- parler aussi de la lutte des ouvriers, de l'unité français-immigrés au sein du peuple.

ML: Que rassemble les P.A.E. ? Combien êtes-vous sur la région parisienne ?

-P: 60 militants stables en région parisienne. Beaucoup de français de toutes les couches, avec une majorité quand même de gens qui ont fait des études et qui sont employés par exemple. Mais aussi quelques ouvriers français et puis des ouvriers immigrés.

Pas tellement la génération de 68: ou plus jeune, ou plus vieux.

ML: Quelle est l'importance du journal dans votre travail?

-P: C'est très important, c'est l'outil de toutes les P.A.E.

Il est présent dans toutes les interventions. Il explique ce que sont les P.A.E., ce que c'est d'être anti-raciste aujourd'hui. Les gens achètent le journal et on prend rendez-vous pour discuter après.

Il est traduit en arabe, c'est très important. Prochainement on va faire un numéro complémentaire en arabe. On le diffuse à 1200-1500. De trimestriel, il est devenu bimestriel. On a mis en place un comité de rédaction national en Décembre dernier.

ML: Quels sont les principes de vos rapports avec les forces politiques et avec l'U.C.F.M.L. en particulier ?

-Y: L'U.C.F.M.L. est l'instigatrice des P.A.E. Plusieurs points des objectifs de l'U.C.F.M.L. concordent avec ceux des P.A.E. Dans toutes les batailles qu'on a mené, l'U.C.F.M.L. nous a soutenu, c'est notre plus proche compagnon de route.

Avec les autres organisations, il y a des débats, car il y a des militants d'autres organisations dans les P.A.E.

Il est nécessaire de discuter avec les organisations politiques et d'avoir leur point de vue sur les P.A.E.

A St-Denis, on discute avec un cartel appelé comité de vigilance et regroupant MRAP, UL-CFDT et PSU. A Aubervilliers notre journal est diffusé au local du P.S.U. et on discute d'un travail en commun.

-P: Dans le 93 on est en contact avec le collectif 93 contre la répression et on a des articles dans le journal «banlieue d'banlieue», journal local qui est très lu. Avec SOS-refoulement, on a eu des problèmes. A propos de l'expulsion de Malika, ils nous ont dit qu'il ne fallait pas faire du cas par cas, mais des manifestations d'ensemble.

Nous on a lutté pour Malika, finalement elle a gagné et des manifestations on en organise aussi. C'est toute la différence entre résistance et protestation.

Le meeting des P.A.E. à la Mutualité. (Phot. P.A.E.)



# ETUDES

## LE PROBLEME NUCLEAIRE EN FRANCE ET EN EUROPE

Il est nécessaire, dans un journal maoïste, d'analyser ces problèmes. pour répondre aux points de vue bourgeois qui justifient leurs politiques en assénant un faux poids du réel. Leur prétendu «réalisme» est particulièrement développé à propos des questions militaires et de leur dimension nucléaire d'aujourd'hui.

L'ancienne bourgeoisie présentera ainsi son ordre comme le seul à même de mettre en oeuvre la technologie indispensable pour une dissuasion nucléaire stratégique, présentée comme seule voie de défense pour un impérialisme du second monde.

La nouvelle bourgeoisie du P.C.F. fera fond sur la terreur face à l'amoncellement des armes nucléaires pour prôner l'évidence des négociations et du désarmement.

Contre ces politiques prétendument fondées sur des réalités indépassables, il nous faut opposer plus que de simples arguments généraux ou des convictions idéologiques nécessaires. Il faut analyser aussi comment se divise cette réalité de la guerre aujourd'hui pour montrer en quoi nos orientations politiques en travail aujourd'hui travaillent précisément dans le réel et seront les seules à mémes dans l'avenir de fonder une réelle défense nationale face à une éventuelle agression.

### QUEL EST LE RAPPORT DE FORCE MILITAIRE EN EUROPE ENTRE LES 2 GRANDS CAMPS IMPERIALISTES ?

Si l'on examine d'abord les seules forces basées actuellement sur le sol Européen (territoires de la France et de la plus grande partie de l'U.R.S.S. exclus), on a le tableau suivant (en temps de paix) :

	O.T.A.N.	Pacte de Varsovie
tanks	11.000	27.200
avions	3.300	5.800
divisions (*)	64	68
dont divisions blindées :	(14)	(30)
divisions dans la seule Europe du Nord et du centre :	-27-	-47-

(\*) la situation est particulière à cause des nombreuses divisions d'infanterie grecques (11) et Turques (14), d'où le dernier parallèle du tableau.

Le rapport général des forces est de l'ordre de 1 pour 2 en défaveur de l'O.T.A.N., et ce rapport serait encore plus déséquilibré si on rajoutait de part et d'autre les forces russes et américaines basées sur leurs territoires respectifs.

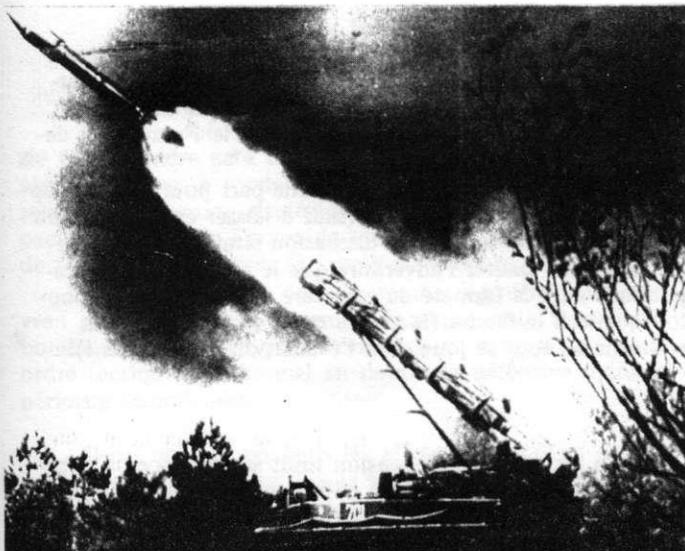
De plus, le Pacte de Varsovie a des atouts supplémentaires au strict plan militaire: son territoire est d'une seule pièce (fournissant ainsi les manoeuvres et les regroupements, facteurs essentiels de souplesse pour une guerre) alors que les forces de l'O.T.A.N. sont divisées par l'Océan Atlantique, ce qui handicaperait considérablement leurs déplacements. De plus, si l'armement de l'O.T.A.N. est plus sophistiqué (ce sur quoi l'O.T.A.N. mise à tort pour compenser son infériorité quantitative), celui du Pacte est plus standardisé et

participe de la plus grande cohésion des forces militaires à l'Est. Ne parlons pas du facteur idéologique (facteur principal dans la guerre) qui ferait encore pencher le rapport des forces en défaveur de l'O.T.A.N.

Il existe de vagues négociations entre ces 2 camps pour une «réduction mutuelle et équilibre des forces» (M. B.F.R.) stationnées en Europe Centrale (Pologne, Tchécoslovaquie, R.D.A.; Pays-Bas, Belgique, R.F.A., Luxembourg), négociations ouvertes depuis 1973 à Vienne (en l'absence de la France, dont les forces ne sont pas en jeu), sans aucune avancée depuis ce temps, car ici, à la différence des S. AL.T., on est au coeur des enjeux réels d'une 3ème guerre mondiale.

Le rapport des forces actuel en faveur de l'U.R.S.S. (avec le Pacte) fait que celle-ci n'a aucun intérêt à ce qu'une guerre nucléaire se déclenche en Europe. Elle pourrait à la limite (en tout cas pour l'Europe) déclarer qu'elle n'utiliserait pas en premier l'arme nucléaire, pour mieux miser sur sa supériorité militaire en matière d'armements classiques. Les exercices de guerre-fiction se multiplient ainsi dans la littérature, où l'on voit les troupes russes envahir en quelques heures la R.F.A. et neutraliser toute velléité de résistance nucléaire. Sans surestimer les facilités d'une telle guerre-éclair (dont il faut bien se rappeler que sur le fond elle ne dépend pas tant de considérations techniques que d'une conjoncture politique où s'articuleraient unité social-fasciste en U.R.S.S. et troubles politiques en Europe), il faut reconnaître que l'U.R.S.S. y bénéficierait de ce supplément de force que donne l'offensive en matière tactique et qu'on est en droit de mettre en doute les capacités de résistance du G.I. moyen posté à la frontière Allemande.

On sait d'ailleurs que les dirigeants mêmes de l'O.T.A.N. reconnaissent sa difficulté à tenir une guerre de longue durée. Quand on ne peut ni contenir une offensive-éclair, ni organiser une défensive stratégique, la marge de manoeuvre est assez mince ! D'où le fait de se raccrocher aux armes nucléaires. Cette situation est encore plus typée si l'on examine la situation particulière de la France.



Le missile russe S.S. 20.

## L'ÉTAT FRANÇAIS EN MAUVAISE POSTURE.

Pour lui, l'état des forces militaires est particulièrement déséquilibré face à l'U.R.S.S. Le tableau suivant en donne une petite illustration en matière d'armement:

	France	U.R.S.S.	U.S.A.
tanks	2160	50 000	10 500
autres blindés	960	55 000	22 000
sous-marins stratégiques 4 (dont propulsion nucléaire):	(4)	90	41
sous-marins d'attaque (dont propuls. nucléaire):(0)	23	(60) 248	(41) 80
navires d'importance	48	(87) 275	(73) 180
avions de la force nucléaire stratégique	33	898	3260
avions de combat	477	4350	3400
<b>RAPPEL: nombre de têtes nucléaires stratégiques :</b>	<b>(110)</b>	<b>(6000)</b>	<b>(9200)</b>

A rester dans cet espace homogène, la France n'a guère de poids. Il lui faut donc trouver, pour fonder une défense indépendante, un principe de dissymétrie des forces.

Le principe fondamental serait la capacité de mise en oeuvre d'une défense populaire stratégique. La logique de la guerre du peuple permet seule d'utiliser à plein la dissymétrie politique entre agresseur et agressé, de faire jouer à fond la supériorité stratégique de la défensive par rapport à l'offensive (voir encart sur la logique propre de la guerre).

Ceci n'est pas dirigeable dans un pays impérialiste par la bourgeoisie, dans la mesure où la contradiction agresseur/agressé porte fondamentalement celle entre impérialisme/indépendance nationale. L'histoire l'a amplement montré en France, jusqu'à de Gaulle même qui oeuvrait à entraver le développement d'une véritable guerre populaire de résistance en France, pour consolider sa véritable affaire: préparer un appareil d'Etat de rechange, candidat à la place libérable par les américains, légitimé entre autres par le maintien de ses racines dans l'empire colonial.

La bourgeoisie française (au pouvoir) va chercher d'autres principes de dissymétrie qui ne mettent pas en jeu une politique qualitativement différente. Armée du principe philosophique du capital: «le facteur matériel commande au facteur homme», elle va chercher cette issue dans les armes et tenter de prouver que les armes nucléaires seraient bien capables, par leurs lois propres de redistribuer les forces.

## ARMEMENT NUCLÉAIRE DE LA FRANCE :

\* La triade STRATÉGIQUE française est constituée de:

- sous-marins (à propulsion nucléaire): 4 (le 5<sup>ème</sup> cette année, le 6<sup>ème</sup> en 85) armés chacun de 16 missiles M 20, une seule tête, de portée 3000 kms.
- bombardiers: 37 Mirage IV armés chacun d'1 missile (monotête) de portée 4000 kms.
- missile sol-sol au Plateau d'Albion: une batterie de 9 missiles (monotête) de portée 3000 kms (bientôt une 2<sup>ème</sup> batterie équivalente).

Au niveau TACTIQUE le missile Pluton (portée 120 kms) arme 5 régiments d'artillerie, 5 escadrons aériens et prochainement des «étendards» basés sur porte-avions.

\* Giscard doit, avant l'été, entériner le plan de modernisation de ces forces qui devrait consister au niveau STRATÉGIQUE:

- en la construction d'un missile sol-sol mobile SX sur camion de portée accrue (4000 kms).
- à trois têtes mirvées pour remplacer les missiles d'Albion devenus trop vulnérables par leur immobilité (mirv: missile qui porte de multiples ogives avec chacune une trajectoire prédéterminée indépendantes les unes des autres. Voir ML 40).
- en la dotation des nouveaux sous-marins (à partir du 6<sup>ème</sup>) de missiles M4 de portée accrue (4000 kms) et doté chacun de 6 têtes mirvées, chaque sous-marins pouvant alors tirer 36 bombes (décision déjà prise) puis amélioration des missiles en M5 de portée encore accrue.

Au niveau TACTIQUE:

- remplacement des Pluton par des Hadès (portée plus de 200 kms) montés sur roues et non plus chenillés.
- production éventuelle d'une bombe à neutrons pour 1985.

L'Etat va fonder ainsi sa capacité de défense extérieure face à l'U.R.S.S. sur l'arme nucléaire entraînant ipso facto son refus de s'engager à ne jamais tirer l'arme nucléaire le premier. Cette dissymétrie dont disposerait miraculeusement l'arme nucléaire est argumentée alternativement aux 2 niveaux: stratégique et tactique.

## LA DISSUASION STRATÉGIQUE D'ORIGINE GAULLISTE :

Le principe Gaulliste va être celui de la dissuasion stratégique: on oppose par avance à toute menace d'agression le principe de représailles massives et instantanées. L'adversaire serait alors détourné d'attaquer la France, non par l'importance en soi des coups qu'il risquerait de recevoir en retour, mais par le fait que «le jeu n'en vaudrait plus la chandelle pour lui». Le corollaire de cette position est que la France doit pointer ses missiles sur les grandes villes russes et non sur les forces militaires pour assurer l'U.R.S.S. d'une perte au moins équivalente aux gains que représenterait pour elle l'annexion de la France. L'intérêt (et l'absurdité !) de ce principe est qu'il permettrait d'éviter jusqu'à la guerre elle-même, puisqu'il ferait l'économie de l'engagement, de la bataille, c'est-à-dire du noyau vivant de la guerre; la dissuasion permettrait en effet de ne jamais se battre réellement, mais de seulement menacer. Les seules batailles éventuelles à envisager étant des batailles destinées à ralentir l'adversaire, à tester sa volonté, à laisser au gouvernement le temps de porter des coups de semonce (rôle assigné en particulier aux armes nucléaires tactiques Pluton)

pour faire sentir à l'adversaire combien il serait malvenu de continuer sa progression. On ne se bat plus dans ce cas pour gagner, pour détruire la force armée adverse, mais symboliquement, pour reconstituer comme en un jeu la matière même où se déploie la guerre, c'est-à-dire l'espace et le temps. Détaillons un peu ces points :

Pour que la menace ait du poids, il lui faut un temps de travail; il faut donc artificiellement reconstituer une montée aux extrêmes, image nécessaire de la guerre: voilà la tâche confiée aux régiments dotés de Pluton ou, dans une autre version, aux dispositions de l'armée classique en mailles de filet proposé par Brossolette dans son livre: «Essai sur la Non-Bataille» (dont le titre assume entièrement cette logique). Le gouvernement dispose aussi d'un armement stratégique nombreux et diversifié (voir encart sur ce point) lui permettant d'envisager également une gradation des frapes nucléaires. Mais aucune de ces actions n'étant véritablement un engagement militaire (puisqu'elles ne visent pas à détruire les forces militaires adverses ni à gagner une bataille), leur logique générale est bien de ramener toute l'issue du conflit à un coup décisif, fondamentalement unique: le tir final des grandes fusées stratégiques.

Ce «tout ou rien» auquel se ramène inéluctablement cette dissuasion ne signifie pas pour un pays comme la France l'acculement à un choix entre la vie ou la mort, en particulier car l'U.R.S.S. n'a aucun intérêt à détruire nucléairement toute la France si son propos est de se l'approprier. Le «tout ou rien» de la dissuasion stratégique revient seulement à dire: «rien de la guerre» ou «toute la guerre tout de suite», comme si on pouvait l'amener en un seul instant en son point de règlement final, faisant ainsi l'économie de son redoutable jeu réel. L'arme nucléaire stratégique supprimerait donc la dissymétrie et la défaite de l'Etat français... ..en supprimant la guerre !

Pour que cela prétende marcher, tout est dans la menace (une fois que les grandes fusées françaises seront parties contre les villes russes, le rapport de force militaire n'aura pas changé en défaveur des russes et la France sera devenue totalement impuissante !).

D'où les efforts incessants d'une part pour ne pas trop consolider les forces tactiques (sauf à laisser entendre qu'on doute de la crédibilité de la dissuasion stratégique !), d'autre part pour assurer l'adversaire que le président de la République aura la fermeté de caractère d'appuyer sur le bouton quand il le faudra (la guerre ramenée à ce duel des westerns où tout se joue dans l'évaluation des regards !).

En réalité, cette dissuasion tirait sa cohérence à l'époque Gaullienne d'une logique politique beaucoup plus générale où la France tentait de s'affirmer comme 3ème puissance mondiale potentielle. Aujourd'hui cette espérance impérialiste ayant fait son temps, les faiblesses spécifiquement militaires de la dissuasion stratégique sont mises à nu. Également sur le plan idéologico-politique, comment envisager dans le cas par exemple où l'U.R.S.S. envahirait la R.F.A. que le gouvernement français (confronté nécessairement à des menaces parallèles de guerre civile contre-révolutionnaire) puisse le premier décider l'emploi de l'arme nucléaire avec le cortège de réprobations que cela déclencherait, avec d'autre part la quasi certitude qu'après de tels tirs les Russes auraient encore moins de raisons de se gêner pour s'emparer de la France ? Qui prendrait une telle décision inutile et traumatisante ?

Aujourd'hui, la dissuasion stratégique tend surtout à enfermer la France dans le jeu des 2 superpuissances: cet armement lui servant de plus en plus pour s'adosser à l'une ou l'autre dans de meilleures conditions de marchandage.

## QUELQUES REPERES SUR LA LOGIQUE PROPRE DE LA GUERRE:

La guerre est un processus politique particulier, soumis donc à des lois de développement propre qu'il faut apprendre à maîtriser et dont nous rappelons ici les éléments les plus généraux, déjà mis en évidence au début du XXème siècle par Clausewitz en bilan de l'échec Napoléonien face à la résistance populaire espagnole et en Russie.

Bien sûr, la politique révolutionnaire d'aujourd'hui en matière de guerre excède le simple investissement de ces vieux principes (encore qu'elle soit la seule à pouvoir pleinement les utiliser), mais elle ne peut les ignorer.

La guerre a 3 particularités essentielles:

- l'importance qu'y joue l'idéologie (les «forces morales») par rapport au facteur matériel (Ceci est pour nous une évidence que les bourgeoisies décadentes tentent de contourner).
- le poids de l'aléatoire dans l'analyse des rapports de force, donc dans la détermination des plans.
- l'importance de l'action dialectique entre les 2 camps en guerre.

De ceci découle le 1er principe fondamental:

**LA LOGIQUE PROPRE DE LA GUERRE EST CELLE D'UNE MONTÉE AUX EXTREMES.**

Pour prendre l'avantage sur l'adversaire, chacun a intérêt à utiliser le maximum de ses forces à partir du moment où s'ouvre la guerre. Certes la guerre ne s'étend que progressivement, elle n'est pas réductible à un seul coup sans durée, elle met en jeu des forces ou

des moyens comme l'espace, qui ne peuvent jouer qu'au cours du temps; ceci peut ralentir la montée aux extrêmes, la limiter, non l'arrêter, personne n'acceptant de se considérer battu s'il n'a encore engagé toutes ses forces dans le conflit.

Le seul cran d'arrêt éventuel à cette montée aux extrêmes est constitué par le second principe:

**LA DÉFENSIVE DISPOSE STRATÉGIQUEMENT D'UNE SUPÉRIORITÉ SUR L'OFFENSIVE.**

Si la tactique est le monde de la bataille (de «l'engagement» des forces militaires), la stratégie c'est un peu la guerre en sa totalité, incluant l'enchaînement des engagements tactiques comme moyen et visant le désarmement général de l'adversaire pour lui imposer sa propre volonté politique. La défensive dispose sur le plan d'ensemble d'un supplément de force car c'est elle qui commande l'espace et la durée de déploiement de la guerre: celui qui se défend au plan général décide d'étendre la guerre; c'est lui qui impose combien de temps elle durera. Plus fondamentalement encore, il a la maîtrise du «centre de gravité» de son camp c'est-à-dire de ce que l'ennemi doit arriver à détruire (une zone, une armée, un Parti ou une détermination idéologique) pour l'emporter définitivement.

Par contre, sur le plan tactique, l'offensive, en concentrant ses forces, en usant de la surprise, est supérieure à la défensive. Seule une guerre populaire est à même de faire jouer pleinement la supériorité stratégique de la défensive.

## LA BOMBE A NEUTRONS, SOLUTION POUR LA DÉFENSE DE LA FRANCE ?

D'autres théoriciens militaires de l'ancienne bourgeoisie vont prendre acte de cette incapacité de l'arme nucléaire stratégique à fonder une dissymétrie réelle; ils vont rejeter la dissuasion stratégique, mettre l'accent sur la capacité réelle de la France de tenir un front face au Pacte de Varsovie, d'accepter la sanction de l'engagement.

Ils vont chercher dans la bombe à neutrons un nouveau principe d'ordre, purement tactique cette fois. Cette bombe, miraculeusement, permettrait en effet d'inverser l'ordre tactique traditionnel en dotant la défensive d'une supériorité considérable.

Cette bombe, où seuls les effets de radiation de l'arme nucléaire sont maintenus sur de courtes distances détruit les hommes, la vie, tout en respectant le facteur matériel (on devine la vertu que peut avoir cette arme pour le Capital); ainsi son emploi est rendu possible pour celui qui se défend dans son territoire où dans celui d'un ami. Mais surtout, la protection contre ces radiations est assez facile pour celui qui est immobile (il suffit d'1,5 mètre de remblai de terre) alors qu'elle est imparable pour un adversaire en mouvement (en particulier aucun blindage ne peut en protéger). Cette arme permettrait donc à quelques régiments bien retranchés de tenir en échec sur le territoire français ou allemand les nombreuses divisions blindées du Pacte de Varsovie.

S'il est vrai que la bombe à neutrons est particulièrement utile pour ceux qui ont à se défendre (la France pourrait d'ailleurs techniquement s'en doter avant 1985 si Giscard prenait une telle décision en Juin prochain), que l'U.R.S.S. - peu intéressée par la perspective de s'en doter - a du retard dans la maîtrise technologique de cette arme (et fait donc largement campagne, avec le P.C.F., contre sa mise en place en Europe), le miracle qu'opère-

rait cette arme tactique ne résiste pas à l'examen. Les Gaullistes ont beau jeu de rappeler le bilan de semblables «lignes Maginot» qui ne peuvent oter à l'offensive son supplément de forces tactiques généré par sa supériorité dans l'engagement en matière d'initiative, de concentration des forces, de localisation ajustée, de surprise...

Une «ligne Maginot» nucléaire pourrait peut-être contrarier l'ennemi, mais ne saurait l'empêcher de la contourner, de s'infiltrer en son sein, d'aéroporter des forces sur ses arrières, de l'écraser sous un feu aérien ou nucléaire, de s'avancer plus lentement mais avec une meilleure protection....

Les solutions ne manquent pas car toute perte de souplesse avant l'engagement se traduit dans la guerre même par un désastre le plus souvent.

Le gouvernement français a l'air de s'orienter vers un emploi combiné des deux dissymétries (maintien de la dissuasion stratégique et fabrication de la bombe à neutrons) décision dont l'originalité serait qu'elle tendrait à affaiblir chacune des deux logiques qui sont alternatives et non complémentaires ou cumulables (toute fermeté tactique représentant dans ce dispositif une moins grande crédibilité de la dissuasion stratégique).

Militairement, il n'y a donc pas de transition linéaire entre l'ère Gaulliste et celle où la France se réinscrit comme second des États-Unis. De ce point de vue, la crédibilité de la France comme pays impérialiste se joue pour Giscard autant dans le maintien de sa capacité nucléaire stratégique que dans le développement d'une force militaire plus classique d'intervention dans le Tiers-Monde.

Ces questions pour la bourgeoisie française travaillent dans une conjoncture marquée par de nouveaux problèmes nucléaires en Europe que nous examinerons dans le prochain numéro du «Marxiste-Léniniste»: Les Pershing II contre les SS. 20 ? Le P.C.F.; les maoïstes et la protection civile.

## NOTES... NOTES... NOTES... NOTES

### **IRAN: manoeuvres bellicistes U.S.**

#### COMMUNIQUÉ DE PRESSE ENVOYÉ AUX JOURNAUX.

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L. condamnent absolument tous les actes de guerre préparés par la superpuissance américaine contre la révolution nationale Iranienne.

Il est clair aujourd'hui que, face à l'expansion militaire du social-impérialisme russe, la superpuissance américaine essaie de frapper les peuples pour conserver ses positions.

Ces 2 superpuissances sont de dangereux fauteurs de guerre mondiale.

Contre elles, et contre les petits impérialismes qui essaient de louvoyer (France, Allemagne, Japon...), l'espoir de la paix repose sur les forces des peuples et les forces de la révolution qui ont une conception véritable de l'indépendance nationale; qui ne veulent ni pratiquer l'expansion militaire; ni piller les ressources des peuples du Tiers-Monde; qui se dressent, à l'extérieur, contre les 2 superpuissances, à l'intérieur, contre les 2 bourgeoisies, celle du capitalisme classique, et celle du capitalisme bureaucratique d'État.

Lutter pour la paix aujourd'hui, c'est soutenir sans défaillance les résistances Khmères et Afghane contre les Vietnamiens et les russes, la révolution nationale Iranienne contre les américains, les peuples d'Afrique contre l'impérialisme français et ses fantoches.

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L.

### **U.N.E.E.C.I.-section France**

Dans le courant de Mars, l'État impérialiste français a «frappé de nullité» l'U.N.E.E.C.I. section de France (Union Nationale des Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire). Cette interdiction, et celles d'autres organisations étrangères, doit être dénoncée et combattue. Ce genre de mesure fait partie de l'offensive anti-immigrés et anti-populaire de la bourgeoisie.

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L., et les organisations du pôle maoïste, et les P.A.E. ont d'ailleurs inscrit le principe de la LIBERTÉ COMPLETE D'ASSOCIATION ET D'ORGANISATION pour les camarades étrangers dans la «Charte des droits des immigrés pour la bataille contre les lois racistes.

Des initiatives contre l'interdiction de l'U.N.E.E.C.I. devraient être prises dans le courant de Mai. Nous appelons tous les anti-racistes, tous les révolutionnaires à participer à cette mobilisation.

# REPORTAGES

## LES FEMMES DE PLOGOFF

L'enquête d'hostilités publiques, depuis Le Pellerin 77, on sait ce que c'est: sous couvert de mascarade de consultation démocratique (les bourgeois eux-mêmes ne cachent plus que le résultat de l'enquête ne change rien à leurs projets), c'est en fait une manoeuvre d'intimidation du peuple, plus ou moins violente suivant le degré de résistance populaire.

A Plogoff, cette manoeuvre a pris la forme d'une invasion et d'une occupation militaire du Cap Sizun, accompagnée de prise d'otages (9 plogoffites accusés de bris de C.R.S.). Résultat: l'État s'est cassé le nez, il n'a pas réussi à écraser la résistance populaire et a dû libérer les otages.

Grand vainqueur donc, le peuple Breton avec les femmes de Plogoff en première ligne.

### «LES PIERRES DE LA HAINE».

Pourtant, l'État avait mis le paquet:

- c'est les escadrons de gendarmes mobiles, basés au séminaire de Pont-Croix, à 15 kilomètres de là, qui tous les jours viennent occuper la commune, à 600, pour aider au bon déroulement de la consultation démocratique;
- c'est les gendarmes-parachutistes, retour du Liban, qui ont troqué leur casque bleu pour un autre tricolore et chargent en hurlant leurs chants de guerre fascistes;
- c'est l'hélicoptère quotidien, en rase-mottes, à un mètre au-dessus des fils électriques, qui grenade les manifestants pendant le départ des mairies-annexes, tous les jours à 17 heures.

«Ils ont essayé de nous faire peur, mais c'est le contraire qui s'est passé».

A Plogoff, toutes les maisons s'appellent «Non au nucléaire», pancartes apposées sur les portes de garages, les barrières de jardins, etc... Au milieu du bourg, un grand écriteau prévient le visiteur: «si vous êtes pour le nucléaire, préparez votre cercueil».

Plogoff, c'est le harcèlement verbal quotidien de l'escouade de C.R.S. alignée devant les mairies-annexes. Cette manière paysanne de mener la guerre des nerfs contre les argousins d'État s'est révélée à Plogoff d'une redoutable efficacité. Un bruit court, soutenons son effort: 10 C.R.S. à l'hôpital psychiatrique militaire de Brest, soignent une sévère déprime contractée dans les environs de la Pointe-du-Raz. (Au passage, argument du lieutenant de C.R.S. contraint de justifier sa présence à Plogoff: «moi, je veux de la lumière» !!!).

Plogoff, c'est les «pierres de la haine», à 17 heures, tous les jours, contre les mairies-annexes et les C.R.S. qui se défilent; révolte contre l'occupation militaire, mais révolte qui sait mesurer ses moyens (frondes et cocktails molotov, ce sera tout pour cette fois) à l'aune de son unité politique.

Plogoff, c'est les barricades élevées la nuit pour barer l'accès de la commune aux envahisseurs, barricades alimentées par un véritable réseau de solidarité à travers tout le Cap Sizun et même le pays Bigouden pendant la dernière semaine, réseau qui fournit les vieux pneus, le matériel agricole usagé, etc... La barricade du dernier jour d'enquête avait de quoi faire pâlir plus d'un ancien de la rue Gay-Lussac cru 68: 4 mètres de haut qu'elle faisait !

Plogoff, c'est le «Chant des Partisans» qu'un magnétophone déverse toute une journée face aux C.R.S. qui gardent les mairies-annexes.

Plogoff, c'est l'arrêt du quadrillage nocturne de la commune, après que le corps des gendarmes mobiles ait perdu un certain nombre de jambes droites - sur un terrain pourtant si peu accidenté !

Plogoff, c'est les gamins tapis derrière ces petits murets de pierres, courts sur pattes, modèle Irlandais, guettant le passage des convois de C.R.S., les provisions de cailloux à portée de la main. Scènes quotidiennes en Irlande du Nord précisément, occupée par l'impérialisme britannique.

Tout cela, c'est le travail des femmes de Plogoff en grande partie. Elles étaient partout, de jour comme de nuit. Elles ont fait le plus gros, seules la journée pour mener la guerre des nerfs, rejointes sur le coup des 5 heures par les hommes qui ont fini la journée, les jeunes qui sortent de l'école, les retraités, secondés la nuit pour édifier les barricades par des gens venus de tout le Cap Sizun et même de toute la Bretagne pour le dernier jour.

Sur 600 foyers, Plogoff compte quelques 430 marins, au commerce surtout, à la pêche un peu et à la Marine d'État. Ils partent en mer pour des périodes de un à plusieurs mois et pendant ce temps, les femmes font tout le travail. Alors ma foi, dit celle-ci, tant qu'on y était, on s'est aussi occupées de l'enquête.

Puis, sentant tout de même la faiblesse de l'argumentation: «plus on va vers la pointe, plus le vent est fort et plus les Bretons sont durs».

A tout prendre, voilà qui nous paraît plus proche de la réalité.

### «PLOGOFF N'EST PAS KABOUL : NON AUX ENVAHISSEURS !».

Plogoff, c'est fondamentalement ça: la révolte d'un peuple et sa volonté de rester maître chez lui. La bergerie construite sur le site convoité par EDF est ornée d'une fresque qui proclame: «décidons nous-mêmes de notre avenir». Et les femmes de Plogoff le confirment: «on est nés ici, on travaille ici, on ne va pas laisser notre pays pour de gros capitaux. Ici, on est Bretons, on n'est pas Français».

Ecoutez bien la conclusion que donne celle-ci à son récit de la bataille: «on a vu ce qu'elle nous a fait ici la France pendant 6 semaines. Et bien si il y a la guerre, on n'ira pas la faire, pas question. Moi j'ai dit à mon mari: tu n'iras pas faire la guerre pour la France!». Voilà qui enrichit singulièrement le mot d'ordre des grandes manifestations de 78: «Bretons: en 14 chair à canons, en 78 chair à neutrons». Un château d'eau, à la sortie d'Audierne, proclame en gigantesques lettres rouges: «PLOGOFF, KABOUL, MEME COMBAT !» et une pancarte précise, dans le bourg: «Plogoff n'est pas Kaboul, non aux envahisseurs !».

Ecoutez encore cette autre conclusion de la bataille contre l'enquête: «moi, je ne voterai plus, c'est fini. J'ai renvoyé ma carte d'électeur au Préfet avec une lettre d'explication. J'avais commencé sur petit format, j'ai fini sur un grand !».

Et ce n'est pas un geste isolé: c'est une directive du Comité de Défense de Plogoff au mouvement anti-nucléaire; directive qu'il se donne les moyens d'appliquer: au rassemblement du dimanche 16 mars, le stand où l'on pouvait glisser sa carte d'électeur dans une enveloppe à destination de Monsieur le Préfet ne désemplissait pas.



La Bretagne : un pays occupé. (Photo U.C.F.M.L.).

Bien sûr, vous en trouverez qui disent: de toutes façons, on peut voter sans carte d'électeur, ce n'est jamais qu'un geste symbolique. Il n'empêche: l'idée comme quoi aux élections on vote toujours pour l'Etat impérialiste français, quelque soit l'étiquette sous laquelle il se camoufle, a fait son chemin à Plogoff !

C'est l'Etat impérialiste français l'ennemi directement à Plogoff, sans même l'«intermédiaire» des partis bourgeois. D'ailleurs, les partis bourgeois, c'est bien connu, «ils divisent le peuple». Une seule chose à faire, les rejeter en bloc.

A propos de partis bourgeois, tiens justement: il était une fois une cellule P.C.F. de 80 membres à Plogoff. Il arriva qu'un jour la secrétaire de la dite cellule déchira sa carte en compagnie de plusieurs dizaines d'autres qui trouvaient indigeste la position P.C.F. sur le nucléaire. Une autre secrétaire prit sa place, qui se fit interviewer sur FR3-Bretagne et ne craignit point d'annoncer: «le nucléaire est inéluctable et il faut bien mettre les centrales quelque part». Depuis cette mémorable émission, une maison de Plogoff est barricadée jour et nuit et l'on dit que c'est ici que s'est calfeutrée la nouvelle secrétaire des débris de la cellule P.C.F.

#### «PLOGOFF N'EST PAS A VENDRE».

Placardé sur tous les poteaux télégraphiques de la commune, cet avis ne laisse aucun doute sur la suite que le peuple du Cap Sizun entend donner à cette première victoire.

La bergerie construite sur le site va bientôt accueillir des moutons en provenance du Larzac. Cette bergerie «qui est à tout le monde», il va falloir la protéger: les bourgeois sont allés dénicher dans leurs Gros Livres Rouges un article juridique dont ils ont tiré argument pour

la déclarer illégale. Comme si c'était un argument sérieux ! D'ailleurs, «ils peuvent venir la démolir, le lendemain elle sera reconstruite !». Il y a aussi des projets de réoccupation de la lande convoitée par EDF. Il faudra, comme au Pellerin, intercepter les bonzes baladeurs d'EDF, leurs appareils à sonder et leurs porte-feuilles ventrus.

Tout ceci pour Plogoff, mais la bataille ne se joue pas qu'à Plogoff.

Là-dessus, le rassemblement du dimanche 16 Mars, convoqué pour fêter la victoire ne peut que donner confiance.

Kermesse, stands, buvettes: forme ancienne, à la mode Larzac. Mais une nouveauté absolue, porteuse d'avenir, enthousiasmante. Les 60 000 personnes qui s'étaient déplacées, à la différence d'autres rassemblements au Larzac ou à Malville, ne regroupaient pas que la jeunesse anti-nucléaire ou révolutionnaire. C'est réellement le peuple Breton qui s'est déplacé ce jour là, gens de tous âges, venus du Finistère et de toute la Bretagne. Le regard étonné de leur nombre, de la victoire aussi qu'ils venaient saluer, de la force de cette résistance qu'ils venaient rallier; ils ont dévalisé les stands d'auto-collants et de brochures anti-nucléaires; ils ont regardé l'exposition de photos «6 semaines d'occupation de Plogoff» avec un sérieux étonnant; ils ont fait le tour de la table de camping dressée par ce retraité pour exposer les différents modèles de grenades récupérées à l'ennemi, la matraque récupérée à l'ennemi, la godasse récupérée à l'ennemi; ils ont rempli de cartes d'électeurs les enveloppes prévues à cet effet.

Incontestablement, ce rassemblement était celui du peuple Breton ralliant la résistance de Plogoff contre les projets nucléaires de l'Etat impérialiste français. Voilà qui promet des choses enthousiasmantes pour l'avenir de cette bataille !

Correspondant ML en Bretagne.

## TCHAD: guerre civile contre-révolutionnaire

En 1975-77, après 10 ans de lutte armée anti-néo-coloniale, le FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad), victorieux sur le plan militaire, se divise sur le plan politique (Voir MLs No 27-28/35/37: disponibles 12F port compris sous pli fermé).

Des groupes armés se constituent, souvent sur des bases « ethniques » ou des querelles de personnes, s'affrontent entre eux, contradictions alimentées par l'impérialisme français et l'expansionnisme Lybien.

En 1979, une 1ère guerre civile oppose les « sudistes » (anciennes forces néo-coloniales, principalement constituées de gens du Sud-Tchad - qui était favorisé par les français) à une fraction de l'ex-FROLINAT, dirigée par Hissène Habré. Après que celle-ci l'ait emporté, une négociation a eu lieu entre toutes les tendances pour aboutir à un accord.

D'après celui-ci, le Tchad est gouverné par une alliance de 11 tendances (en 4 groupes principaux) dont le cabinet siège à Ndjaména - la capitale - « neutralisée » par des troupes africaines et françaises (la base française comprend 1200 hommes et un matériel important). Seuls les français sont sur le terrain, les forces africaines s'étant retirées dès les premiers incidents. En fait, chacun des 4 groupes, disposant d'une armée, occupent une portion du territoire, et les accrochages n'ont pas cessés avant le déclenchement des hostilités actuelles.

### LES 4 TENDANCES - LEURS TERRITOIRES.

- DANS LE SUD DU PAYS: les Forces Armées Tchadiennes (F.A.T.) regroupent les résidus du régime néo-colonial de Tombalbaye puis Malloum, sous la direction du Lieutenant-Colonel de gendarmerie Kamougué. Les F.A.T. pratiquent une sécession de fait de la zone. Leurs seuls rapports avec le Nord passent par les français (navettes d'avions...). La ressource de la région (le coton) demeure dans les mains de sociétés commerciales françaises.

Mais des contradictions vives opposent Kamougué et les troupes françaises. En effet, lors de la guerre civile de 1979, les français ont laissé Habré prendre le contrôle de Ndjaména et en chasser les « sudistes ». Giscard a ensuite entériné cette position en prônant une solution fédérative pour le Tchad (revenant sur 80 ans de brimades anti-musulmans par l'impérialisme français). De ce fait, les aspirations à la restauration de la prédominance sudiste de Kamougué devenaient caduques. Ce qui l'a porté à s'opposer aux français et à s'allier aux Lybiens (pourvu qu'ils soient contre Habré) !

- AU NORD (Borkou-Ennedi-Tibesti), et au CENTRE-OUEST, et dans le Ndjaména administratif et européen: ce sont les Forces Armées Populaires (F.A.P.), de Goukouni Oueddeï, chef de l'Etat et dirigeant de la plus grande partie de l'ex-FROLINAT. Après les événements de 79, Goukouni qui avait tiré son épingle du jeu, demandait aux français de rester. Aujourd'hui, il les accuse de favoriser Habré et menace d'appeler les Lybiens à la rescousse !

- AU CENTRE-EST du pays et dans les quartiers populaires de Ndjaména: les Forces Armées du Nord (F.A.N.) de Habré tiennent fermement leurs positions, bien qu'elles soient attaquées de toutes parts (par les F.A.P., les F.A.T., les F.A.C.). Ces forces sont bien organisées et armées et semblent jouir d'une certaine popularité.

Les F.A.N. sont aujourd'hui demandeuses d'une alliance avec les français: déclarations de Habré: «... (les) intérêts (de la France) et les nôtres convergent actuellement parce que nous devons défendre notre intégrité territoriale

menacée, tandis que la France doit préserver l'ensemble de ses positions en Afrique Centrale... Mais la politique française est soumise à de telles hésitations que nous en venons à nous demander s'il n'existe pas une véritable collusion entre Tripoli (capitale de la Lybie) et Paris pour nous détruire... » Voilà qui résume Habré, dirigeant de tous temps lié aux français (sauf, apparemment, dans la période Claustre) puisqu'il a commencé sa carrière comme sous-préfet du régime néo-colonial, avant de se rallier au FROLINAT et de contribuer à le faire éclater. Après sa scission du groupe de Goukouni en 75, son escorte de quelques dizaines de combattants est devenu en quelques mois la principale force armée du pays (la solde des F.A.N. était plus élevée que celle des troupes légales - grâce probablement à la France, l'Egypte et le Soudan - ces deux pays intervenant pour neutraliser la Lybie, leur voisin encombrant). Si Habré pu chasser les sudistes de Ndjaména, il ne pu prendre le pouvoir, les français voulant ménager la chèvre et le chou, préférant installer Goukouni à la tête de l'Etat (il était alors moins fort qu'aujourd'hui et semblait un candidat fantoche idéal). De ce fait, les F.A.N. ne se résolvant pas à jouer un rôle de 2ème plan, la guerre civile ne pouvait que reprendre.

- A L'EXTREME NORD (près de la zone Lybienne - les troupes Lybiennes occupent une zone d'un petit dixième du pays) et au CENTRE-EST (sous la zone F.A.N.): le Front d'Action Commune (F.A.C.) regroupent divers petits groupes (de Ahmat Acyl, A. Seid...) qui sont directement armés par les Lybiens et en sont les agents les plus actifs.

### LA GUERRE CIVILE.

Les combats se sont déroulés principalement entre les F.A.N. et les F.A.P. (avec alliance F.A.C.) à Ndjaména. Les F.A.T. ont essayé d'attaquer les F.A.N. sur leurs arrières, mais ont jusqu'à présent échoué dans leurs tentatives.

Actuellement, la situation n'a pas beaucoup évolué, les F.A.N. résistant aux attaques des F.A.P. Celles-ci semblent même inquiètes puisqu'elles menacent « d'accepter l'offre d'aide lybienne » (déclaration de Goukouni Oueddeï à Paris-Match le 24 Avril).

Pour la population, cette guerre est tragique: il y aurait eu plusieurs milliers de morts à Ndjaména et dans les zones tenues par chacune des forces, les populations minoritaires ont été traquées pendant l'année 79. Plus du tiers de la population africaine de Ndjaména s'est réfugiée au Cameroun en franchissant le fleuve Logone en pirogue.

### QUELQUES RÉFLEXIONS.

CETTE GUERRE CIVILE EST CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE. Le peuple Tchadien n'a rien à attendre de ce processus que la continuation de ses souffrances. La sécession du Sud accroît encore les difficultés économiques de l'Etat Tchadien privé des ressources alimentaires du Sud et des bénéfices du coton, sans possibilités de restructurer l'économie néo-coloniale de ce fait.

SUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS. Les troupes françaises n'ont rien à faire dans cette situation. L'attitude de l'impérialisme français consiste à laisser les gens s'entretuer, et après, combiner avec les vainqueurs une nouvelle alliance tortueuse pour conserver leur place au Tchad, parce que son éviction serait un coup rude porté à ses « chasses gardées » africaines.



La population de Ndjaména fuit les combats.

Alors, après avoir utilisé les différences ethniques au Tchad pendant 80 ans de colonisation et de néo-colonisation, l'impérialisme français joue toujours sur ce levier pour agir sur la situation. Il est faux de prétendre que cela empêche la Lybie d'intervenir massivement, car c'est au contraire par ces divisions que la Lybie s'infiltré sans rencontrer d'unité nationale face à elle.

**DERNIERE HEURE:** les troupes françaises annoncent leur départ (27/4). Il est difficile, dans l'état actuel des choses, de comprendre l'exacte signification concrète de ce qui apparaît plutôt comme une manoeuvre (rétorsion contre Goukouni qui vient de déposer Habré de ses fonctions officielles, retrait du service de santé...).

## « Action Directe »

Périodiquement, la bourgeoisie française tente d'accréditer la thèse d'un complot terroriste international pour préparer d'autant plus l'opinion à la ratification de la convention européenne «anti-terroriste» et, au delà, à marquer du sceau «terrorisme» les révolutionnaires qui combattent la société impérialiste.

Dans ces temps de crise, très incertains pour elle, la bourgeoisie entend prendre ses précautions et se donner les moyens étatiques de prévenir le développement d'une force révolutionnaire. Elle gonfle, pour cela, la moindre affaire de «terrorisme»: recherche d'une filière historique française de terrorisme (NAPAP-GARI-Action Directe) et de ramifications élaborées entre Action Directe et les Brigades Rouges. La presse d'Hersant n'hésite pas à découvrir une fois de plus les «assassins» d'A. Moro...

Que restera-t-il de tout ce tapage ? A coup sûr la légitimation de nouvelles extraditions et, du mêmes coup, celles passées de Winter, Piperno, Pace.

Nous avons combattu la convention européenne «anti-terroriste» et nous combattons sa ratification. Nous avons lutté contre les extraditions de Winter, Piperno et Pace. Nous lutterons contre d'autres, véritables préfigurations

**SUR LA QUESTION DES FRONTIERES HÉRITÉES DU COLONIALISME.** Dans la fin des années 70, divers événements (Ouganda/Tanzanie, Sahara, Ogaden, Erythré, Tchad...) montrent que ces frontières subissent des perméabilités certaines. Les entités nationales qui peuvent sortir de ces processus sont encore floues et ambiguës, les conflits actuels sont inquiétants, mais il ne fait plus de doute que le principe de «l'intangibilité des frontières léguées par le colonialisme» n'est plus respectée.

**SUR L'EXPANSIONNISME LYBIEN.** Un des agents de ce processus est la Lybie, dont l'ambition est de constituer un vaste État, ou zone d'intérêt, Saharien en Afrique. Ses activités, passées ou présentes, au Tchad, en Centrafrique, en Ouganda, en Tunisie même et ailleurs, ne laissent pas de doute là-dessus. C'est une attitude dangereusement provocatrice, niant certains sentiments nationaux, et favorisant la pêche en eaux troubles du social-impérialisme.

**SUR L'EX-FROLINAT.** Il est complètement éclaté, chaque tendance visant au pouvoir sur des bases floues, avec une propension à l'alliance (et au renversement d'alliance !) avec des forces extérieures. Il n'y a plus de force nationale unitaire au Tchad, et la guerre civile actuelle ne fait qu'entériner la division. C'est là une situation tragique pour le peuple Tchadien.

**A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !**

**A BAS LA GUERRE CIVILE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE !**

**A BAS L'EXPANSIONNISME LYBIEN !**

**A BAS LE SOCIAL-IMPÉRIALISME ! A BAS LES 2 SUPERPUISSANCES U.S.A.-U.R.S.S. !**

de cette convention où la qualification d'un acte de «terroriste» suffit à en disqualifier la nature et la portée politiques et à autoriser n'importe quel marchandage policier de révolutionnaires entre les bourgeoisies européennes.

Pour ce qui est du terrorisme dans la conjoncture actuelle d'une métropole impérialiste comme la nôtre, nous l'avons toujours fermement rejeté. Ce terrorisme n'est, au fond que la variante extrême de l'anarcho-syndicalisme, que sa logique impuissante des opérations coups de poing portée à son terme militariste.

Tout comme l'anarcho-syndicalisme est le pendant du parlementarisme, le terrorisme est, à la mesure de l'impuissance politique qu'il révèle, de son refus de s'engager dans une politique de parti de type nouveau, le symétrique du renforcement de l'État. Il s'en nourrit et le nourrit.

Encore faut-il souligner que le terrorisme à la française d'Action Directe est loin d'avoir l'arrière de masse qu'il a, semble-t-il, en Italie. Libération a beau scruter l'apparition d'un terrorisme diffus à l'italienne (le terrorisme «propre» ?), nous n'en voyons pas pour l'instant la réalité.

Un article traitera, au fond, de toutes ces questions dans notre prochain numéro.

# abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 70 F  
soutien : 100 F et plus !

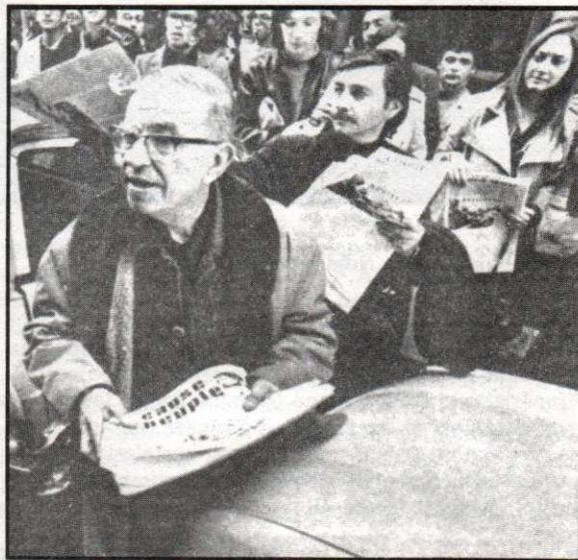
«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 2/80 - Commission paritaire No56 220  
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 - L La source - ISSN 0338 - 5086

# .SARTRE.

«Être mort», disait-il, «c'est être en proie aux vivants». Le voici proie en effet, de tous ceux qui n'exaltent l'homme que pour nier l'oeuvre, de ceux qui scrutent ses «erreurs» (avoir voulu être marxiste, telle est pour ces gens la principale), de ceux qui l'embauchent à titre posthume dans la «nouvelle philosophie» - dont tout l'écartait.

Les 25 000 personnes de son enterrement, c'était beaucoup, et c'était peu. Beaucoup que, depuis P. Overney, et Goldmann, ne rassemblent plus que les morts, parce qu'ils sont, pour la plupart, morts eux-mêmes: morts à toutes les causes qu'ils ont, un temps, prétendu défendre.

Et c'est pourquoi c'était peu: méritait-il, Sartre, que le prennent pour emblème tous ceux qui ont renié le marxisme pour de mauvaises raisons? Tous ceux qui ont quitté le P.C.F. au mauvais moment? Tous ceux qui ont déserté le maoïsme pour se raccommode avec les choses comme elles sont, et vendre leurs émois de convertis négatifs?



En Juin 1970, Jean-Paul Sartre descend dans la rue contre l'interdiction du journal maoïste de la G.P., «La Cause du Peuple».

On peut se dire aussi que d'autres, à travers Sartre, même ignoré, même inversé, cherchent pour les temps durs ce dont ils ont le plus besoin: une raison vigilante, une éthique.

Nous savons bien, nous aussi, qu'il y a eu ces combats de l'homme Sartre: contre l'anticommunisme, contre les guerres coloniales, contre le racisme, contre le P.C.F., aussi, dès qu'après 68, et avec les «maos», il en eu percé à jour la substance réactionnaire. Et que cela l'inscrit dans la lignée de ces grands écrivains français progressistes et contestataires, dont le génie multiforme, et la gloire établie, sont au service des opprimés et des révoltés: Rousseau, Hugo... Écrivains dont toute la canaille réactionnaire moque l'interminable générosité.

Comme eux, Sartre, sur un point majeur (de quel côté se trouve l'intellectuel?), est quelqu'un qui ne cède pas.

En sorte qu'à la différence de la majorité de ses confrères, qui cassent des assiettes dans leur jeunesse pour finir à l'Académie et aux dîners des puissants, ces écrivains, qui sont les nôtres, partent doucement (Hugo, royaliste à 20 ans; Sartre, a-politique jusqu'en 45...), mais vieillissent dans une superbe et inaltérable colère, travaillant ainsi, contre eux-mêmes, à dégager la fonction de rupture, d'engagement, et de solidarité populaire, sans laquelle un écrivain n'est que la décoration du temple des riches.

Mais l'hommage à leur rendre doit respecter l'essentiel: l'oeuvre écrite par laquelle ils devinrent, au service de la justice, de véritables puissances.

Chez Sartre, le noyau de conviction est très tôt fixé, si la cible est encore vague. Il se trouve dans sa philosophie, qui sert de repère à tous pendant vingt ans, et dont aujourd'hui on parle si peu.

Cette philosophie finit par reconnaître le marxisme comme «l'horizon indépassable de notre culture». Ce qui n'allait pas sans contradictions difficiles.

Le M.L. donnera, dans son prochain numéro, les grandes lignes de ce vaste débat.

L'intelligentsia française, dont la passe actuelle est de démission et de fragmentation, ne sera certes pas améliorée par le manque du Maître en révoltes et générosités.

Saluons Sartre, au moins, dans ce qui fit sa place tenace, dans ce qu'il avait d'universel, plutôt que dans son anecdote et sa singularité personnelle.

Car ce n'était pas un témoin, mais un combattant.

**Les maoïstes de l'U.C.F.M.L. organisent une conférence sur Sartre le mercredi 7 Mai à 17h30 à la faculté de Jussieu à Paris (sauf changement de dernière heure).**